



**MINISTÈRE
DU BUDGET**

EXPOSÉ GÉNÉRAL DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2025

Doc.n° **2**

Kinshasa
Septembre 2024

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES	3
LISTE DES ACRONYMES	4
INTRODUCTION	5
I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL EN 2024 ET PERSPECTIVES POUR 2025	6
1.1. Contexte économique international en 2024	6
1.1.1. Evolution de la croissance mondiale	6
1.1.2. Evolution de l'inflation	8
1.1.3. Evolution des cours de produits miniers, énergétiques et agricoles	8
1.2. Perspectives économiques internationales en 2025	10
1.2.1. Croissance économique	10
1.2.2. Inflation mondiale	11
1.2.3. Cours des produits de base	12
II. SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE EN 2024 ET PERSPECTIVES POUR 2025	13
2.1. Environnement économique national en 2024	13
2.1.1. Evolution récente du PIB	14
2.1.2. Evolution de l'inflation	15
2.1.3. Evolution du marché des changes et des réserves internationales	16
2.2. Perspectives économiques nationales pour 2025	18
2.2.1. Activités économiques nationales	18
2.2.2. Projection du taux de change et de l'inflation	20
III. SYNTHESE DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES A FIN JUIN 2024	21
3.1. Réalisation des recettes	21
3.2. Exécution des dépenses	22
3.3. Perspectives à fin décembre 2024	24
3.3.1. Recettes probables à fin décembre 2024	24
3.3.2. Dépenses probables à fin décembre 2024	25
IV. PRESENTATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2025	26
4.1. Contexte d'élaboration	26
4.2. Cadre macroéconomique	26
4.3. Principaux agrégats budgétaires de l'exercice 2025	27
4.3.1. Configuration des recettes	27
4.3.2. Configuration des dépenses	30
CONCLUSION	36

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

N°	Intitulé des tableaux	Page
1	Evolution des cours moyens des produits miniers et énergétiques en 2024 (en dollar us)	8
2	Evolution des cours moyens mensuels des produits agricoles à fin juin 2024 (en dollar us)	9
3	Principaux indicateurs macroéconomiques 2024	13
4	Contributions sectorielles à la croissance économique 2021-2024 (en %)	14-15
5	Principaux indicateurs macroéconomiques 2025 – 2027	26-27
6	Configuration des recettes des budgets annexes 2025 (en milliards de FC)	29
7	Configuration des recettes des comptes spéciaux 2025 (en milliards de FC)	30
Intitulé des graphiques		
1	Taux de croissance économique mondiale et régionale en 2023-2024 (en %)	7
2	Perspectives de croissance de l'économie Mondiale en %	10
3	Evolution de croissance économique de 2021 à 2024 (en %)	14
4	Evolution du taux d'inflation mensuel 2023- 2024 (en %)	16
5	Evolution du taux de change au premier semestre 2024	17
6	Evolution des réserves de change au premier semestre 2024 (en millions de USD)	18
7	Contribution sectorielle à la croissance économique en 2025	19

LISTE DES ACRONYMES

ASBL	: Association Sans But Lucratif
ARPTC	: Autorité de Régulation des Postes et Télécommunication
BCC	: Banque Centrale du Congo
BPO	: Budget Pour Ordre
COMESA	: Common Market for Eastern and Southern Africa
CPCM	: Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations
DGPPB	: Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FC	: Franc Congolais
FEC	: Facilité Elargie de Crédit
FFN	: Fonds Forestier National
FMI	: Fonds Monétaire International
FONER	: Fonds National d'Entretien Routier
FOMIN	: Fonds Minier pour des Générations Futures
FPC	: Fonds de Promotion Culturelle
FPEF	: Fonds de Promotion de l'Education et de la Formation
FPI	: Fonds de Promotion de l'Industrie
FPT	: Fonds de Promotion du Tourisme
FSD-FARDC	: Fonds de Soutien et de Développement des FARDC
IBP	: Impôt sur les Bénéfices et Profits
INS	: Institut National des Statistiques
IPR	: Impôt Professionnel sur le Revenu
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole
PAG	: Programme d'Actions du Gouvernement
PDL-145T	: Programme de Développement Local de 145 territoires
PIB	: Produit Intérieur Brut
PTNTIC	: Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
PTR	: Plan de trésorerie
RDC	: République Démocratique du Congo
RVA	: Régies des Voies Aériennes
SICPA	: Société Industrielle et Commerciale des Produits Alimentaires
SIGMAP	: Système Intégré de Gestion des Marchés Publics
Tm	: Tonne métrique
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
USD	: United States Dollar (Dollar Américain)

INTRODUCTION

Conformément aux dispositions de l'article 79 de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, telle que modifiée à ce jour, l'exposé général est l'un des documents qui accompagnent le projet de Loi de finances de l'année au Parlement.

Il fait la synthèse du budget tout en fixant les objectifs de la politique économique et financière du Gouvernement, en précisant les priorités. Il décrit l'environnement économique international et national dans lequel ce budget a été préparé, les perspectives traduites sous la forme d'un cadre budgétaire à moyen terme et le niveau d'exécution du budget en cours.

Eu égard à ce qui précède, le présent document, en sus de l'introduction et de la conclusion, est structuré de la manière suivante :

1. Environnement économique international en 2024 et perspectives pour 2025.
2. Evolution économique nationale récente et perspectives pour 2025.
3. Synthèse de l'exécution de la Loi de finances à fin juin 2024.
4. Présentation du projet de loi de finances 2025.

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL EN 2024 ET PERSPECTIVES POUR 2025

L'examen de l'environnement économique international est basé sur l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques qui ont un impact sur la demande mondiale. Il s'agit notamment du taux de croissance économique, du taux d'inflation, des cours des produits de base sur le marché international, particulièrement les métaux, le pétrole et les produits agricoles.

1.1. Contexte économique international en 2024

L'économie mondiale reste globalement marquée par une légère baisse du taux de croissance économique en 2024, soit **0,1** point de pourcentage, due essentiellement au ralentissement de l'activité économique dans les économies émergentes et en développement, dans un contexte moins reluisant, caractérisé par la persistance de taux d'intérêt élevés, la poursuite de l'escalade des conflits, l'atonie du commerce international et l'augmentation des catastrophes naturelles dues aux changements climatiques.

1.1.1. Evolution de la croissance mondiale

Selon les *Perspectives économiques du FMI de juillet 2024*, l'économie mondiale devrait connaître une baisse du niveau de croissance de **0,1 %** de 2023 à 2024, passant de **3,3%** à **3,2%**. Cette situation s'explique par des révisions à la baisse de la croissance économique, dans les grandes économies émergentes et en développement dont la Chine, l'Inde et le Brésil.

Pour les pays avancés, le taux de croissance devrait se maintenir à **1,7%** en 2024, en raison de la bonne tenue de l'activité dans la plupart des économies de la sous-région. Il s'agit notamment des Etats-Unis où la croissance pourrait s'améliorer de **0,1** point de pourcentage, passant de **2,5%** à **2,6%** ; de la zone Euro qui passerait de **0,5%** à **0,9%** ; et du Royaume-Uni qui augmenterait de **0,1%** à **0,7%** respectivement en 2023 et 2024.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance économique se situerait à **4,3%** en 2024, contre **4,4%** enregistré une année plus tôt, dans un contexte de baisse de l'activité économique dans les grandes économies de la région, excepté la sous-région de l'Afrique subsaharienne. Ainsi, de 2023 à 2024, le niveau de croissance passerait de **8,2%** à **7%** en Inde ; de **3,6%** à **3,2%** en Russie et de **2,9%** à **2,1%** au Brésil.

En ce qui concerne la Chine, qui demeure la principale destination des exportations minières de la RDC, elle devrait connaître un léger repli de l'activité économique en 2024 avec des estimations de croissance de **5%** contre **5,2%** en 2023.

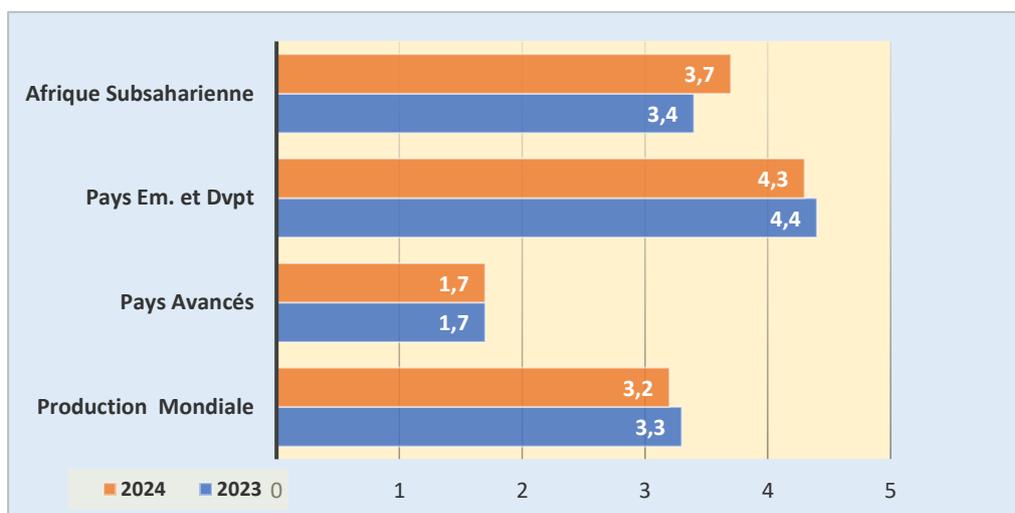
Cette prédominance chinoise, sur le plan du commerce international, expose l'économie congolaise tant au ralentissement qu'à l'accroissement de l'activité économique.

En Afrique subsaharienne, le taux de croissance devrait passer de **3,4%** de 2023 à **3,7%** en 2024, en dépit d'un environnement difficile marqué par la persistance du conflit russo-ukrainien, les effets des changements climatiques, les risques sécuritaires, la pénurie de financement due à une hausse des coûts d'emprunt et au déséquilibre macroéconomique.

De nombreuses économies de la région continuent d'être aux prises avec une situation des finances publiques fragile, due en partie au faible niveau des recettes et au coût élevé du service de la dette, un certain nombre d'États devant en outre faire face aux effets néfastes des dépréciations monétaires.

Dans ces conditions, le Fonds Monétaire International recommande vivement aux pays de cette sous-région de mettre sur pied des réformes économiques pour assurer une croissance forte, inclusive et durable. Les pouvoirs publics devront travailler activement à la diversification de l'économie, libérer le potentiel du secteur privé en améliorant l'intégration régionale, le financement privé grâce à l'innovation numérique. Ils devront également investir dans la transition énergétique en vue de faire face aux changements climatiques.

Graphique 1 : Taux de croissance économique mondiale et régionale en 2023-2024 (en %)



Source : DGPPB, sur base des Perspectives économiques du FMI, Juillet 2024.

1.1.2. Evolution de l'inflation

De manière générale, l'inflation mondiale devrait baisser à **5,9%** en 2024 après avoir atteint **6,7%** en 2023. Cette baisse des pressions inflationnistes serait obtenue grâce notamment à une évolution favorable de l'offre et au resserrement des politiques des banques centrales.

Dans **les économies avancées**, le taux d'inflation devrait reculer de **1,9%** sur la période allant de 2023 à 2024. Il en est de même **des économies émergentes et en développement** où l'inflation devrait légèrement baisser de **0,1%**.

En Afrique particulièrement, en dépit du reflux globalement observé en 2023, l'inflation devrait passer de **17%** à **17,8%** en 2024, en raison essentiellement du déséquilibre entre l'offre et la demande sur les marchés alimentaires nationaux et mondiaux. Dans les économies subsahariennes, cette hausse de l'inflation globale, conduit à la hausse des taux d'intérêt.

Par ailleurs, les sécheresses prolongées et les inondations dans certaines parties de l'Afrique de l'Est et australe accentuent l'insécurité alimentaire ; il en est de même de la persistance des conflits armés y compris dans les pays du Sahel et de la Corne de l'Afrique.

1.1.3. Evolution des cours de produits miniers, énergétiques et agricoles

a) Prix des métaux et de l'Energie

Il ressort des éléments repris au tableau 1 que les cours du cuivre, de l'or et du pétrole enregistrent une tendance légèrement haussière au premier semestre 2024 par rapport à leurs niveaux du premier trimestre 2023. Sur la période, seul le cobalt connaît une baisse de près de **30%** comme illustré dans le tableau repris ci-après.

Tableau 1 : Evolution des cours moyens des produits miniers et énergétiques en 2024 (en dollar us)

Années / Produit	Moyenne 1er semestre 2023	Déc. 2023	2024						Moyenne du 1 ^{er} semestre 2024
			Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	
Cuivre (tonne)	8 726,9	7.776,12	8.445,37	8.405,67	8.798,24	9.603,59	10. 260.70	9.781,48	9.215,84
Cobalt (tonne)	36 182,68	34.327,22	28.691,14	28.298,33	28.281,67	27.975,65	27.464,87	26.624,25	27.889,32
Or (once)	1 933,36	1.943,84	2.034,50	2.029,7	2.159,85	2.338,82	2.351,81	2.331,18	2.207,64
Pétrole (baril /brent)	80,16	82,20	79,20	81,41	84,71	88,71	83,04	82,78	83,31

Source : Sur base des condensés statistiques de la BCC, juillet 2024.

Il ressort de ce tableau les évolutions suivantes par produit :

- **Le cours du cuivre** est passé de **8.726,9 \$/Tm** au premier semestre 2023 à **9.215,84 \$/Tm** sur la période correspondante en 2024, soit une hausse de **5,6%** ;
- **Le cours du Cobalt** a enregistré une baisse de **29,73%**, passant de **36.182,68 USD** la tonne au premier semestre 2023 à **27.889,32 USD** la tonne sur la période correspondante en 2024 ;
- **Le cours de l'or** a augmenté de **14,18%**, se situant à **2.207,64 USD** l'once au premier semestre 2024 contre **1.933,36 USD** l'once en moyenne mensuelle sur la période correspondante en 2023 ;
- S'agissant du **pétrole brut**, le prix du baril du Brent est passé de **80,16 USD** le baril au premier semestre 2023 à **83,31 USD** le baril au premier semestre 2024, soit une hausse de **3,92%** d'une période à une autre. Cette légère hausse des prix serait justifiée notamment par la décision de l'Organisation de Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) de réduire l'approvisionnement du marché.

b) Prix des produits agricoles

Concernant les produits agricoles, il est observé, au premier semestre 2024, comparativement à la période correspondante de l'année 2023, une légère hausse des prix du **riz**, soit **1,5%**. Ainsi, en moyenne semestrielle, le prix du riz est passé de **17,56 USD/tonne en 2023** à **17,82 USD/tonne** en 2024, justifié par une augmentation de la demande et les perturbations de la production enregistrées depuis 2022.

Quant aux cours du blé et du maïs, ils ont enregistré une baisse de **14%** et **39,65%** du premier semestre 2023 au premier semestre 2024, soit respectivement **220,64 USD/tonne** et **165,87 USD/tonne** en 2023 contre **218,68 USD/tonne** et **162,56 USD/tonne** en 2024, à la suite notamment de l'accroissement de l'offre mondiale.

Tableau 2 : Evolution des cours moyens mensuels des produits agricoles à fin juin 2024 (en dollar us)

Produits	Moyenne 1 ^{er} semestre 2023	2024						Moyenne du 1 ^{er} semestre 2024
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	
Riz Chicago Cts/lb	17,56	17,67	18,50	17,60	17,94	18,56	16,64	17,82
Blé Chicago USD/tonne	254,32	220,64	214,41	200,87	208,67	245,90	221,59	218,68
Maïs Chicago USD/tonne	269,37	165,87	156,81	160,27	160,36	169,45	162,57	162,56

Source : Tableau élaboré sur base des données de la BCC, juillet 2024

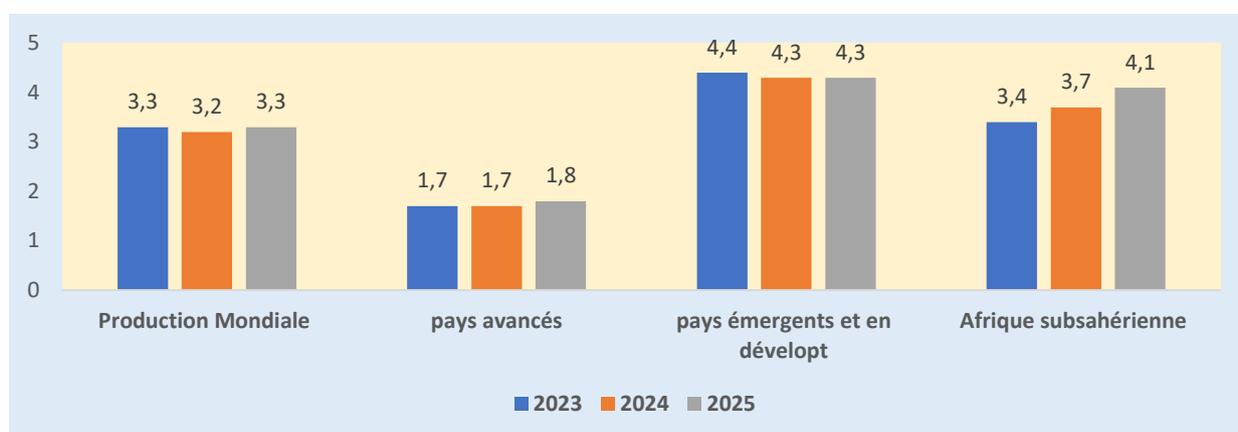
1.2. Perspectives économiques internationales en 2025

Dans le cadre de ce point, il sera abordé l'évolution postulé de l'activité économique et de l'inflation en 2025, au niveau mondial et régional. Aussi, il analysera la situation des cours de produits de base sur le marché mondial qui influent sur le contexte économique de la RDC.

1.2.1. Croissance économique

Comme illustré dans le graphique 2 ci-dessous, *les Projections économiques du FMI de juillet 2024*, montrent que la croissance du PIB mondial, devrait connaître une légère augmentation de **0,1** point de pourcentage, soit **3,3%** en 2025, contre **3,2%** une année plutôt, en raison principalement des évolutions observées dans les pays avancés et des mesures d'atténuation des tensions sur le marché du travail.

Graphique 2 : Perspectives de croissance de l'économie Mondiale en %



Source : DGPPB, sur base des Perspectives économiques Mondiale du FMI de juillet 2024

Dans les *pays avancés*, le taux de croissance se situerait à **1,8 %** en 2025 contre **1,7%** une année plutôt. La révision à la hausse de **0,1** point de pourcentage résulte de la reprise de l'activité attendue dans les grandes économies de la zone Euro (Allemagne **1,3%** en 2025 contre **0,2%** en 2024, France **1,3%** en 2025 contre **0,9%** en 2024, Italie **0,9%** en 2025 contre **0,7%** en 2024), Canada **2,4%** en 2025 contre **1,3 %** en 2024 et Japon **1%** en 2025 contre **0,7%** en 2024, Royaume-Uni **1,5%** en 2025 contre **0,7%** en 2024.

S'agissant des *pays émergents et en développement*, la croissance devrait se maintenir à **4,3%** en 2024 et 2025. Ce maintien serait principalement dû à la baisse de l'activité qui s'observerait dans les pays émergents et pays en développement d'Asie et d'Europe, laquelle devrait être compensée par la bonne tenue de l'activité en Afrique subsaharienne ainsi qu'au Moyen-Orient et Asie centrale. La déclinaison par sous-région se présente comme suit :

- ✓ **Pays émergents et en développement d'Asie** dont la croissance se situerait à **5,1%** en 2025 contre **5,4%** en 2024, soit une baisse de **0,3** point de pourcentage, justifiée par le ralentissement de l'activité économique attendue en Chine et en Inde en 2025, respectivement **5%** en 2024 contre **4,5%** en 2025 et **7%** en 2024 contre **6,5%** en 2025.
- ✓ **Pays émergents et en développement d'Europe**, la croissance baisserait de **0,6** point de pourcentage, soit **2,6%** en 2025 contre **3,2%** l'année précédente, due à la décélération de l'activité économique en Russie et en Turquie.
- ✓ **Pays d'Amérique Latine et Caraïbes** connaîtront une hausse de croissance de près d'un point de pourcentage (**0,8%**) en 2025, soit **2,7%** contre **1,9%** en 2024, justifiée par la bonne tenue de cours des produits de base qui devraient soutenir les exportations, bien que la croissance modérée en Chine puisse limiter la demande de produits de base clés.
- ✓ L'activité économique des pays du **Moyen-Orient et de l'Asie centrale** s'accroîtrait de **1,6** point de pourcentage, soit **4%** en 2025 contre **2,6%** en 2024, à la faveur spécialement de l'augmentation progressive de la production pétrolière.
- ✓ **Quant à l'Afrique Subsaharienne**, le taux de croissance devrait croître de **4,1%** en 2025 contre **3,7%** une année plutôt, soit un accroissement de **0,4%**. Cette augmentation de l'activité économique dans la région serait principalement marquée par une reprise économique annoncée pour l'année 2025, justifiée par l'atténuation des pressions inflationnistes, avec des effets non négligeables sur les taux d'intérêt et par conséquent sur la consommation et l'investissement privés.

Cependant, il convient de mentionner que dans les économies de la sous-région qui ne disposent pas de ressources naturelles, la croissance se maintiendrait au-dessus des taux moyens historiques. Par contre, celles qui sont mieux dotées en ressource naturelle recouvrent de la vigueur après leur faible croissance de l'année passée, attribuable notamment à la baisse des prix des métaux.

1.2.2. Inflation mondiale

L'inflation mondiale devrait connaître un ralentissement en 2025, avec un taux estimé à **4,4%** contre **5,9%** une année plutôt. Cette baisse serait notamment justifiée par les effets conjugués de la politique monétaire préconisée par les banques centrales au niveau mondial, dans un contexte particulier, caractérisé par l'évolution favorable de l'offre.

Dans les économies avancées, le taux d'inflation devrait connaître une légère baisse de **2,1%** en 2025, contre **2,7%** en 2024. Il en est de même des économies émergentes et en développement où le taux d'inflation passerait de **8,2%** en 2024 à **6%** en 2025.

Cependant, la désinflation mondiale observée, atteste un caractère accidenté de la trajectoire poursuivie qui se justifie par des dynamiques sectorielles divergentes, manifestées par la persistance d'une inflation plus élevée que la moyenne pour les prix des services, tempérée dans une certaine mesure par une désinflation plus forte pour les prix des biens.

Dans certains pays avancés, la croissance des salaires nominaux reste soutenue, supérieure à l'inflation des prix ; ce qui s'explique en partie par les résultats des négociations salariales menées au début de l'année et les anticipations d'inflation à court terme qui restent supérieures à l'objectif fixé. Par contre, dans les pays émergents et en développement, certaines banques centrales restent prudentes sur la réduction de taux directeur en raison des risques extérieurs engendrés par les variations des différentiels de taux d'intérêt et la dépréciation connexe des monnaies de ces pays par rapport au dollar.

1.2.3. Cours des produits de base

Suivant les estimations de la Banque Mondiale du 08 mai 2024, les cours des produits de base devraient être diversifiés, selon qu'il s'agit de produit énergétique, agricoles ou des métaux.

En ce qui concerne les produits énergétiques et agricoles, ils connaîtront une baisse en 2024 et 2025, à la faveur d'une offre plus abondante. S'agissant des prix des métaux, ils devraient rester stables en 2024, avant d'augmenter légèrement en 2025. Toutefois, ces estimations se basent sur l'hypothèse de la non intensification des conflits au Moyen-Orient.

Ainsi, en 2025, le cours du cuivre, du cobalt et du pétrole pourrait s'établir à **7.909,57 dollars US**, **28.007,73 dollars US** et **79,4 dollars US** contre respectivement, **8.884,14 dollars US**, **28.250,67 dollars US** et **83,24 dollars US** pour 2024.

II. SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE EN 2024 ET PERSPECTIVES POUR 2025

Ce point examine le contexte économique national de 2024 et les perspectives de 2025.

2.1. Environnement économique national en 2024

L'environnement économique national est examiné dans un contexte caractérisé par l'adoption du nouveau Programme d'actions du Gouvernement de la mandature 2024 – 2028, approuvé par l'Assemblée Nationale le 11 juin 2024, en phase avec la Vision du Chef de l'Etat ; la conclusion de la sixième et dernière revue du programme économique du Gouvernement soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et la poursuite de la mise en œuvre du Programme de Développement Local de 145 territoires (PDL-145T).

Au cours de l'exercice 2024, l'évolution des indicateurs macroéconomiques reste moins favorable, attestée par une croissance du PIB estimée à **5,4%** par rapport à l'objectif de **6,4%** fixé dans la loi de finances initiale, le taux d'inflation moyen estimé à **17,5%** contre un niveau faible de **10,9%**, alors que la dépréciation de la monnaie nationale par rapport au dollar américain devrait se situer à **11,3 %**, faisant passer le taux de change de **2.518,3 FC** à **2.802,8 FC** le dollar américain.

Tableau 3 : Principaux indicateurs macroéconomiques 2024

Cadrage macroéconomique	2024	
	Initial	Actualisé
Taux de croissance	6,4%	5,4%
Déflateur PIB	10,6%	11,3%
Taux d'inflation moyen	10,9%	17,5%
Taux d'inflation fin période	10,4%	11,3%
Taux de change moyen (FC/USD)	2 518,3	2 802,8
Taux de change fin période (FC/USD)	2 535,5	2 932,1
PIB nominal en milliards FC	179 338,3	201 905,2

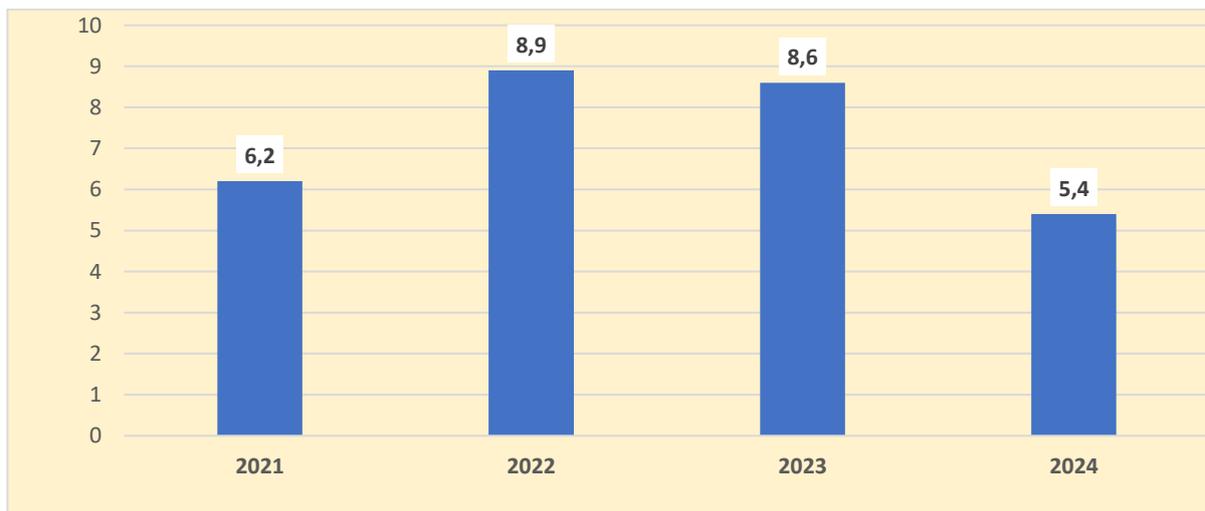
Source : CPCM, note de cadrage, Juin 2024

2.1.1. Evolution récente du PIB

Le **Comité Permanent du Cadrage Macro-économique (CPCM)** renseigne que la croissance du PIB réel en 2024 estimée à **5,4%**, sera portée par la branche « industries extractives », suivie des activités non extractives appuyées notamment par la poursuite de la mise en œuvre du PDL-145T, ainsi que par les industries manufacturières et le commerce.

Tout en restant inférieure aux projections initiales de **6,4%** et celles de **8,6%** enregistrées une année plus tôt, cette croissance serait supérieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne postulée à **4%**. Cependant il convient d'indiquer que cette évolution de la croissance observée en 2024, résulte notamment du ralentissement de la demande mondiale des produits miniers, dont les cours mondiaux ont globalement baissé par rapport à l'année précédente.

Graphique 3 : Evolution de croissance économique de 2021 à 2024 (en %)



Source : DGPPB, sur base des données du CPCM/Min Plan, juin 2024

De 2023 à 2024, la contribution sectorielle à la croissance économique se présente comme suit :

Tableau 4 : Contributions sectorielles à la croissance économique 2021-2024 (en %)

Rubrique	Historique			Est.
	2021	2022	2023	2024
Secteur primaire	3,41	7,18	6,64	3,68
Agriculture, Chasse, Sylviculture et Pêche	0,37	0,36	0,31	0,34
Industrie extractive	3,04	6,82	6,32	3,34
Secteur secondaire	0,50	0,42	0,85	0,51
Industries manufacturières	0,43	0,25	0,25	0,23

Bâtiments et Travaux publics	0,05	0,15	0,57	0,26
Secteur tertiaire	2,11	1,24	1,09	1,18
Transports et communications	1,22	0,59	0,54	0,53
Transports	0,27	0,17	0,09	0,16
Communications	0,95	0,42	0,45	0,37
Commerce de gros et de détail	0,54	0,37	0,25	0,35
PIB au coût des facteurs	6,02	8,84	8,58	5,36
Droits et Taxes à l'importation	0,18	0,09	0,03	0,06
PIB aux prix du marché	6,20	8,92	8,61	5,42

Source : CPC/M/ Min Plan, Juin 2024

Le secteur primaire progresse de **7,2%** en 2024 contre une moyenne de **12,2%** entre 2021-2023. En termes de contribution à la croissance, ce secteur apporte **3,68** points contre **5,73** points en moyenne allant de 2021-2023, sous l'effet principalement de la branche « Industries Extractives ». La tendance baissière de ce secteur, observée en 2024, comparativement à la période 2021-2023, est consécutive à la chute des cours de principales matières premières d'exportation de la RDC sur le marché mondial.

Le secteur secondaire maintient son dynamisme, en affichant une progression de **3,7%** en 2024, portée par les bâtiments et travaux publics avec **0,26** point de croissance et par les industries manufacturières dont la part contributive serait de **0,23** point de croissance. Cependant cet accroissement reste inférieur à la moyenne de **4%** observée entre 2021-2023.

Le secteur tertiaire connaît une hausse de **3,5%** en 2024 contre une moyenne de **4%** entre 2021-2023, avec une contribution remarquable de la branche « transports et communications » et « le commerce de gros et de détail », soit respectivement **0,53** et **0,35** point de croissance en 2024 contre **0,78** et **0,39** point de croissance en moyenne de 2021-2023.

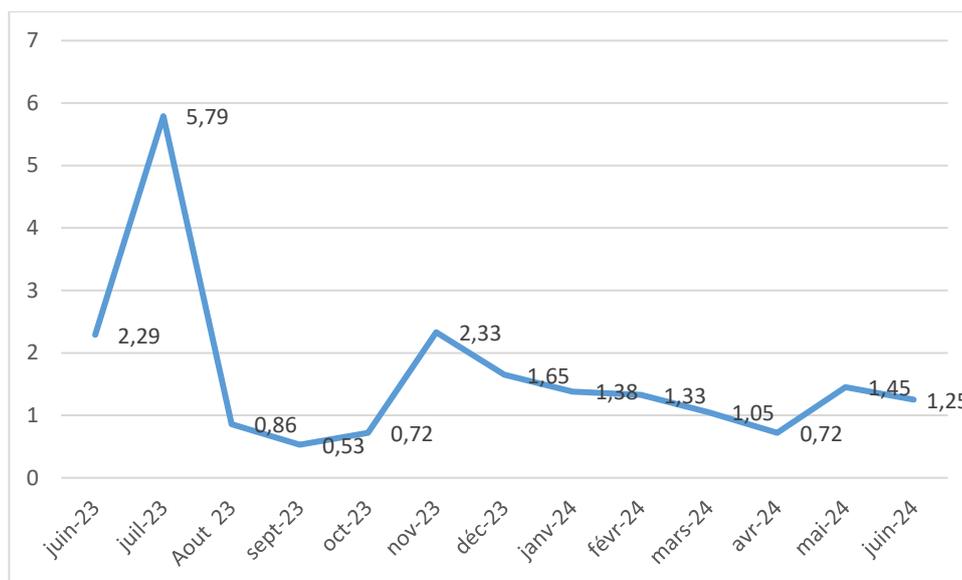
2.1.2. Evolution de l'inflation

Concernant le rythme de formation des prix intérieurs, il a été observé, au cours de la deuxième semaine du mois de juin courant, une tendance aux poussées inflationnistes sur les marchés des biens et services. En effet, sur ce marché, le rythme hebdomadaire de formation des prix s'est accéléré en s'établissant à **0,54%** contre **0,30%** la semaine précédente, portant le niveau cumulé annuel à **6,96%** contre **8,4%** à la période correspondante de 2023. Cette situation se justifierait notamment par les anticipations des opérateurs économiques d'une hausse des prix des denrées alimentaires importées, sur fond de l'augmentation des prix internationaux du riz et du maïs.

La contribution à cette inflation serait sous-tendue par la fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » qui a contribué à l'indice global à hauteur de **68,2%**, alors que les contributions des fonctions « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » et « Biens et services divers » l'ont été de **8,9%** et **7,2%**, respectivement.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution du taux mensuel d'inflation de juin 2023 à juin 2024.

Graphique 4 : Evolution du taux d'inflation mensuel 2023- 2024 (en %)



Source : DGPPB, sur base des données de l'INS/Min. Plan

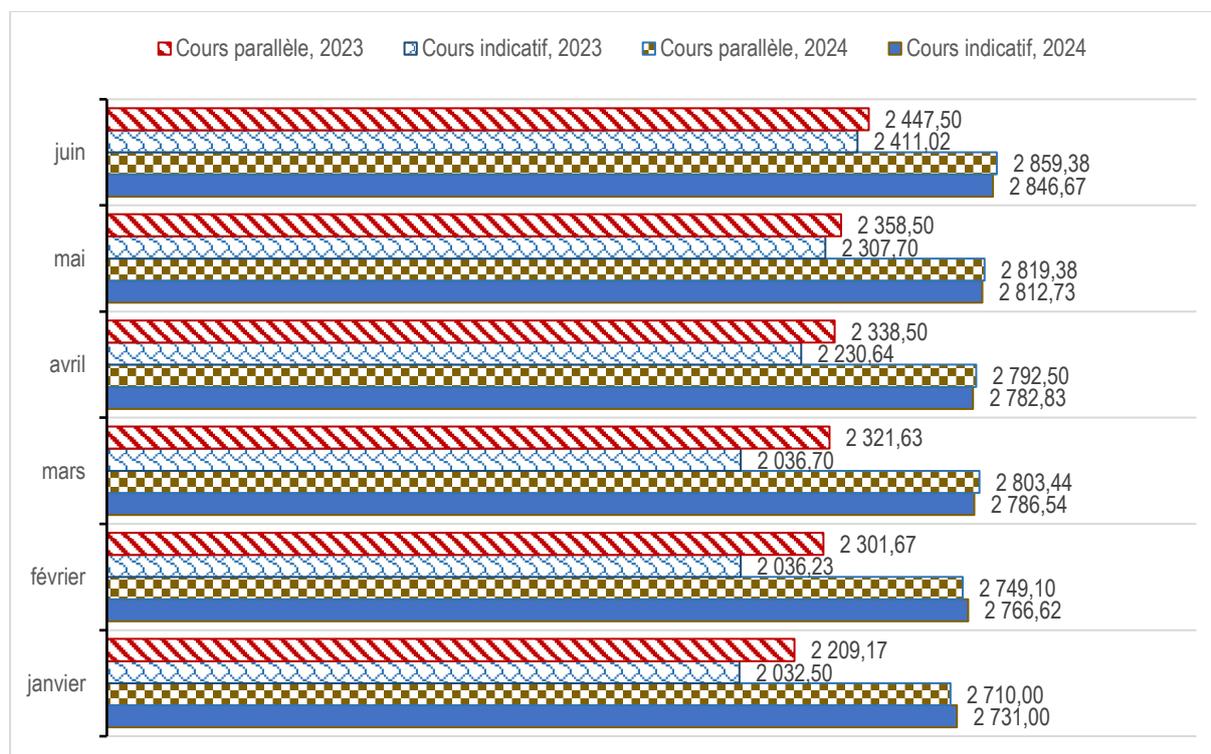
En rythme mensuel, le taux d'inflation présente une tendance baissière sur la période sous revue, passant de **2,29%** en juin 2023 à **1,25%** en 2024. En glissement annuel, l'inflation est ressortie à **20,7%** venant de **24,8%** à fin décembre 2023. En annualisé, elle se situerait à **15,33%** contre une cible annuelle fixée à **11,3%**.

2.1.3. Evolution du marché des changes et des réserves internationales

En ce qui concerne le marché des changes, il a été observé, au courant du premier semestre 2024, des légères tensions sur les deux segments du marché. Ainsi, la monnaie nationale s'est, en moyenne, dépréciée de **1,07%** à l'indicatif et de **1,03%** au parallèle contre respectivement une dépréciation de **2,88%** et de **2,22%** la même période de 2023. A la fin du mois de juin 2024, le taux de change s'est situé à **2.846,67 FC** le dollar américain à l'indicatif et à **2.859,38 FC** au parallèle contre respectivement **2.411,02 FC** et **2.447,50 FC** à la même période en 2023, soit une dépréciation de **15,3%** et **14,4%**.

Le graphique n°5 ci-après présente l'évolution du taux de change mensuel aux premiers semestres 2023 et 2024.

Graphique 5 : Evolution du taux de change au premier semestre 2024

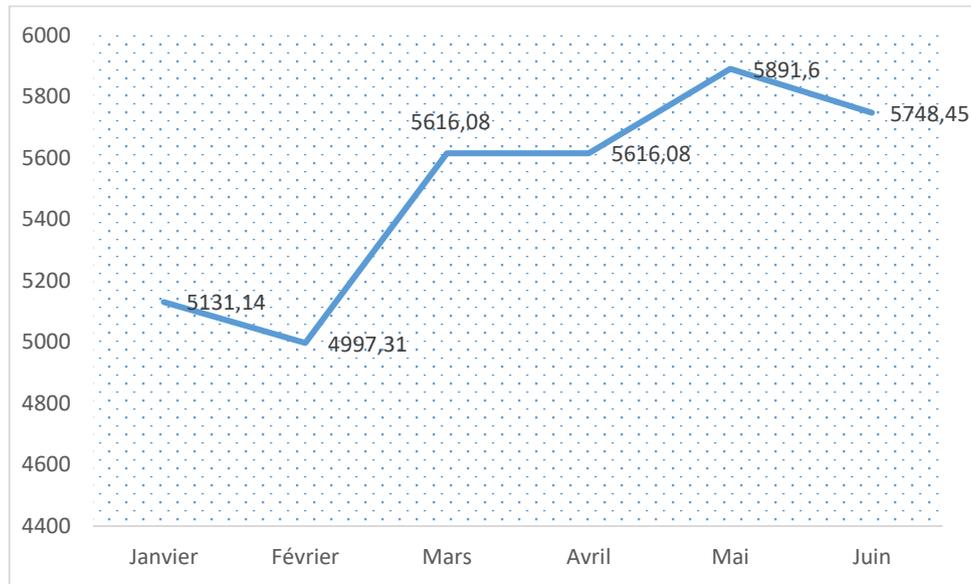


Source : DGPPB sur base des données de la BCC, juillet 2024

La dépréciation ainsi relevée serait due notamment au recul de l'offre des devises dans un contexte d'expansion de la demande des devises et au comportement spéculatif de certains agents économiques. Aussi, elle serait liée au déficit structurel du compte courant de la balance des paiements. Ce déficit qui reflète les pressions sur la demande des devises pour réaliser les importations des biens et services, traduit une insuffisance de l'offre par rapport à la demande des biens et services.

A fin juin 2024, **les réserves internationales** se sont établies à **5.748,45 millions de USD**, soit un niveau correspondant à **3,11** mois d'importations des biens et services ; ce qui correspond aux critères régionaux de la convergence macroéconomique de la SADC et du COMESA. Comparativement à la période correspondante de 2023, la Banque Centrale a accumulé près de **1.215,94 millions d'USD**.

L'évolution des réserves internationales au premier semestre est illustrée dans le graphique ci-après.

Graphique 6 : Evolution des réserves de change au premier semestre 2024 (en millions de USD)

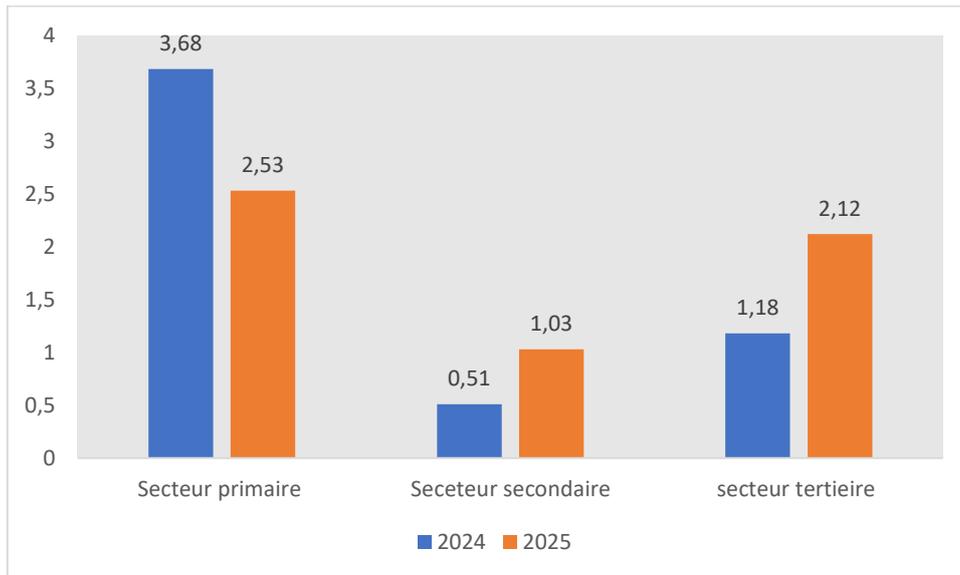
Source : DGPPB, sur base des données de la BCC, juillet 2024

2.2. Perspectives économiques nationales pour 2025

La description de l'activité économique en 2025 se base spécialement sur les indicateurs macroéconomiques, particulièrement la croissance économique, le taux d'inflation et les agrégats monétaires qui influent sur l'évolution de l'économie nationale.

2.2.1. Activités économiques nationales

En 2025, les indicateurs macroéconomiques évolueront dans un environnement adéquat, attesté par l'accroissement du PIB estimé à **5,7%**, contre **5,4%** une année plutôt, soit une variation de **0,3** point de pourcentage. Nonobstant la primauté contributive du secteur primaire dans l'activité économique nationale, l'affermissement de la croissance projetée en 2025 serait tributaire du bon comportement des secteurs secondaire et tertiaire comme illustré dans le graphique ci-dessous.

Graphique 7 : Contribution sectorielle à la croissance économique en 2025

Source : DGPPB, sur base des données du CPCM, juin 2024

En effet, **le secteur secondaire** croîtrait de **0,52** point de pourcentage, passant de **0,51** point de pourcentage en 2024 à **1,03** point de pourcentage en 2025. Cette augmentation résulterait du dynamisme des activités des branches (Industries manufacturières **0,23** point de pourcentage en 2024 contre **0,4** point de pourcentage en 2025 ; électricité, gaz et eau **0,02** point de pourcentage en 2024 contre **0,03** en 2025 ; bâtiments et travaux publics **0,26** point de pourcentage en 2024 contre **0,6** point de pourcentage en 2025).

La contribution au PIB du **secteur tertiaire** serait tributaire de la performance attendue des branches suivantes :

- ✓ Transports et communications : **0,79** point de pourcentage en 2025 contre **0,53** point de pourcentage une année plutôt ;
- ✓ Commerce de gros et de détail : **0,36** point de pourcentage, passant de **0,35** point de pourcentage en 2024 à **0,71** point de pourcentage en 2025 ;
- ✓ Services marchands : **0,53** point de pourcentage en 2025 contre **0,30** point de pourcentage en 2024 ;
- ✓ Services non marchands : **0,14** point de pourcentage en 2025 contre **0,03** point de pourcentage l'année d'avant.

La projection de croissance de près de **6%** en 2025 reste soumise à de forts aléas dont notamment :

- **Sur le plan interne**, par la situation sécuritaire dans l'est du pays, attestée par la poursuite des conflits armés occasionnant un grand nombre de déplacés ainsi que les effets du resserrement de la politique monétaire par la Banque Centrale pouvant impacter l'activité économique.
- **Sur le plan extérieur**, par une conjoncture internationale incertaine, marquée par la persistance de multiples chocs sévères, parmi lesquels, la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, les changements climatiques qui ont des effets déjà perceptibles notamment sur l'agriculture et l'énergie. A ceci s'ajoutent la forte volatilité des cours des matières premières, de nombreux foyers de tensions en Asie (Moyen-Orient), en Afrique et en Europe.

En vue de remédier à ces aléas, le Gouvernement de la République entend poursuivre : (i) les efforts visant à assurer un environnement sécuritaire propice au développement de l'activité économique ; (ii) les réformes engagées en vue d'atteindre entre autres les objectifs poursuivis dans le cadre notamment du PAG et du programme FEC conclu avec le FMI ; et (iii) le processus de diversification de l'économie nationale décliné dans le PAG 2024 – 2028, à l'effet notamment de réduire la dépendance vis-à-vis du secteur minier.

2.2.2. Projection du taux de change et de l'inflation

Concernant le marché des changes, la monnaie nationale pourrait se déprécier face au dollar américain de **1,5%** en 2025 contre **8,8%** en 2024, sur fond notamment d'une amélioration du solde du compte courant et du renforcement de la coordination entre la politique monétaire et la politique budgétaire. Ainsi le taux de change moyen annuel en 2025 se situerait à **2.954,4 FC/USD** et celui de fin période atteindrait **2.976,6 FC/USD**.

Par contre, l'inflation devrait enregistrer une décélération continue en 2025. Cette décélération résulterait du maintien du dispositif de politique monétaire appliqué depuis 2023, en vue notamment de rencontrer les engagements pris par le Gouvernement dans le cadre de son programme économique appuyé par la FEC. Ce dispositif s'appuie sur un resserrement de la politique monétaire, à l'effet de tempérer les tensions observées sur le marché des biens et services. Ainsi, le taux d'inflation moyen annuel passerait de **17,5%** en 2024 à **10,3%** en 2025. A fin période, l'inflation devrait ralentir à **9,2%** en 2025 contre **11,3%** en 2024.

III. SYNTHÈSE DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES A FIN JUIN 2024

L'exécution du budget à fin juin 2024 renseigne un niveau des recettes de **17.200,2 milliards de FC** et des dépenses de **13.183,1 milliards de FC**, ce qui dégage un solde positif de **1.341,2 milliards de FC**, résultant des recettes (hors emprunts) à hauteur de **14.000,9 milliards de FC** et les dépenses hors dette extérieur à hauteur de **12.659,7 milliards de FC**.

3.1. Réalisation des recettes

Les recettes de **17.200,2 milliards de FC** réalisées au premier semestre 2024 atteignent un taux de réalisation de **83,9%** par rapport à la prévision linéaire de **20.493 milliards de FC**.

Elles sont réparties comme suit :

- Budget général : **16.902,5 milliards de FC (98,3%** des recettes totales réalisées) ;
- Budgets annexes : **22 milliards de FC (0,1%** des recettes totales réalisées) ;
- Comptes spéciaux : **275,7 milliards de FC (1,6%** des recettes totales réalisées).

Les recettes du budget général réalisées à fin juin 2024 sont ventilées de la manière suivante :

- **Recettes internes : 13.278,8 milliards de FC** affichent un taux de réalisation de **104,4%** par rapport aux prévisions linéaires situées à **12.723,3 milliards de FC**. Elles sont constituées des recettes courantes et des recettes exceptionnelles.

Les recettes courantes chiffrées à **12.525,3 milliards de FC** ont été réalisées à hauteur de **102%** par rapport à leurs prévisions linéaires de **12.282,6 milliards de FC**, et sont réparties de la manière suivante :

- 1°. **Recettes des douanes et accises** chiffrées à **2.802,2 milliards de FC**, sur une prévision linéaire de **3.063 milliards de FC**, enregistrant un taux de réalisation de **91,5%**.
- 2°. **Recettes des impôts** de **7.233,8 milliards de FC** affichant un taux de réalisation de **103,2%** par rapport aux prévisions linéaires de **7.008,2 milliards de FC**. Ce niveau de recettes intègre les recettes des pétroliers producteurs de **118,3 milliards de FC** collectées par la DGI.
- 3°. **Recettes non fiscales** réalisées à **2.489,3 milliards de FC** contre une prévision de six premiers mois de **2.211,3 milliards de FC**, soit un taux

de réalisation de **112,6%**. Ce niveau de recettes intègre les recettes des pétroliers producteurs de **239,6 milliards de FC** collectées par la DGRAD

Les recettes exceptionnelles sont constituées des produits des emprunts relatifs aux bons et obligations de trésor. A fin juin 2024, ces recettes ont été mobilisées à hauteur de **753,5 milliards de FC** contre des prévisions linéaires de **440,7 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **171%**.

- o **Recettes extérieures : 3.623,6 milliards de FC** contre une prévision de six premiers mois de **5.959,8 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **60,8%**.

3.2. Exécution des dépenses

Les dépenses exécutées au 30 juin 2024 se chiffrent à **13.183,1 milliards de FC** sur une prévision linéaire de **20.493 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **64,3%**.

Les dépenses du budget général s'élèvent à **12.885,4 milliards de FC** sur une prévision linéaire de **18.683,1 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **69%**.

Quant aux dépenses des Budgets annexes, elles ont été exécutées à hauteur de **22 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **360,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **6,1%**, tandis que celles des Comptes spéciaux se situent à **275,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.449,7 milliards de FC**, dégagant un taux d'exécution de **19%**.

S'agissant du budget général, son niveau d'exécution par rubrique budgétaire se présente comme suit :

a) Dette publique et frais financiers

A fin juin 2024, le paiement de la dette publique a été effectué à hauteur de **927,3 milliards de FC** sur une prévision linéaire de **573,4 milliards de FC**, ce qui dégage un taux d'exécution de **161,7%**.

Les frais financiers extérieurs sont exécutés à hauteur de **72,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **43,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **164,5%** et **153,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **66,1 milliards de FC** pour les frais financiers intérieurs, soit **232,9 %**.

b) Dépenses de personnel (Rémunérations)

A fin juin 2024, les rémunérations ont été payées à **101,8%**, soit **4.133,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **4.062,5 milliards de FC**. Elles représentent **33%** des recettes courantes réalisées et **32,1%** des dépenses du budget général exécutées.

c) Fonctionnement des Institutions

Les dépenses de fonctionnement des Institutions ont été exécutées à hauteur de **121,7%** découlant du montant total décaissé de l'ordre de **883,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **725,7 milliards de FC**.

d) Fonctionnement des Ministères

Les dépenses de fonctionnement des ministères se sont situées à **942,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.108,4 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **85%**.

e) Transferts et subventions

A fin juin 2024, la rubrique de transferts et subventions enregistre une enveloppe de **1.159,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.211,1 milliards de FC**, dégageant un taux d'exécution de **52,4%**.

f) Dépenses d'investissement

Au 30 juin 2024, les dépenses d'investissements ont été exécutées à hauteur de **1.516,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **9.287,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **16,3%** pour le financement des investissements uniquement sur ressources propres.

g) Dépenses exceptionnelles sur ressources propres

A fin juin 2024, le Gouvernement de la République a débloqué une somme de **2.856,4 milliards de FC** pour faire face aux dépenses exceptionnelles contre **410 milliards de FC** de prévision linéaire, soit un taux d'exécution de **696,7%**. Ce niveau d'exécution se justifie principalement par le décaissement de **2.689,7 milliards de FC** en faveur de dépenses de sécurité.

h) Charges communes

Les charges communes ont été exécutées à hauteur de **239,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **145,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **164,5%**.

3.3. Perspectives à fin décembre 2024

Les perspectives à fin décembre 2024 présagent un niveau de réalisation des recettes à hauteur de **44.410,1 milliards de FC**, soit **15,8 milliards de USD**, équivalant au niveau des dépenses.

3.3.1. Recettes probables à fin décembre 2024

Les recettes probables à fin décembre 2024 se chiffrent à **44.410,1 milliards de FC**. Elles sont constituées des recettes du budget général de l'ordre de **40.790,3 milliards de FC**, des recettes des budgets annexes de l'ordre de **720,4 milliards de FC** et des recettes des comptes spéciaux de **2.899,3 milliards de FC**.

Les recettes du budget général attendues à fin décembre 2024 sont ventilées de la manière suivante :

- **Recettes internes : 27.195,6 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **6,9%** par rapport aux prévisions initiales de **25.446,6 milliards de FC**. Elles comprennent les recettes courantes et exceptionnelles réparties de la manière suivante :

Pour les recettes courantes :

- **Recettes des douanes et accises : 6.126,1 milliards de FC**, soit un niveau identique aux prévisions budgétaires initiales ;
- **Recettes des impôts : 14.016,5 milliards de FC**, soit un niveau identique aux prévisions budgétaires initiales ;
- **Recettes non fiscales : 5.330,8 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **20,5%** par rapport aux prévisions budgétaires initiales de **4.422,7 milliards de FC** ;

Pour les recettes exceptionnelles : chiffrées à **1.722,3 milliards de FC** contre **881,4 milliards de FC** de la prévision initiale, soit un accroissement de **95,4%**. Elles se rapportent notamment au produit des emprunts intérieurs au titre d'émission des obligations du trésor de **881,4 milliards de FC** et aux retombées du contrat chinois renégocié par le Gouvernement dont la tranche de 2024 s'élève à **840,8 milliards de FC**.

- **Recettes extérieures : 13.594,7 milliards de FC**, contre **11.919,6 milliards de FC** initialement attendues, soit un taux d'accroissement de **14,1%**.

Les recettes des budgets annexes attendues sont évaluées à **720,4 milliards de FC**, soit un niveau identique aux prévisions budgétaires initiales.

Les recettes des comptes spéciaux sont attendues pour un montant de **2.899,3 milliards de FC**, soit un niveau identique aux prévisions budgétaires initiales.

L'atteinte des assignations susmentionnées serait tributaire de la mise en œuvre des mesures fiscales et administratives arrêtées dans la Loi de finances rectificative de l'exercice 2024.

3.3.2. Dépenses probables à fin décembre 2024

A fin décembre 2024, les dépenses globales à exécuter pourraient atteindre **44.410,1 milliards de FC**, à raison de **40.790,3 milliards de FC** pour le budget général, **720,4 milliards de FC** pour les budgets annexes et **2.899,3 milliards de FC** pour les comptes spéciaux.

La projection des dépenses probables à fin décembre 2024 se décline par grande rubrique de la manière ci-après :

- **Dette publique et frais financiers** : **2.434,7 milliards de FC**, représentant **6%** des dépenses du budget général ;
- **Rémunérations** : **8.484,2 milliards de FC**, représentant **20,8%** des dépenses du budget général ; et **33,3%** des recettes courantes. Elles intègrent les actions de la politique salariale envisagées à fin décembre 2024.
- **Biens, matériels et prestations** : **4.126,8 milliards de FC**, représentant **10,1%** des dépenses du Budget général ;
- **Transferts et subventions** : **4.637,2 milliards de FC**, représentant **11,4%** des dépenses du budget général ;
- **Dépenses d'investissement** : **19.978,3 milliards de FC**, représentant **49%** des dépenses du budget général ;
- **Crédits provisionnels (dépenses exceptionnelles)** : **1.129,1 milliards de FC**, représentant **2,8%** des dépenses du budget général.

IV. PRESENTATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2025

4.1. Contexte d'élaboration

Le projet de Loi de finances pour l'exercice 2025 s'élabore dans un contexte marqué :

- **sur le plan politique, diplomatique et sécuritaire** : par la mise en place des institutions issues des élections du 20 décembre 2023, l'action diplomatique de grande envergure pour la pacification de la partie Est de la République Démocratique du Congo suite à la guerre d'agression par le Rwanda et l'Etat de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri.
- **sur le plan social, sanitaire et humanitaire**, par la poursuite de la mise en œuvre de la couverture santé universelle, à travers l'extension en provinces de la gratuité des accouchements et de la prise en charge des consultations prénatales, post-natales et néo-natales ; la poursuite de la gratuité de l'enseignement primaire ; la résurgence de l'épidémie du virus à variole du singe (Mpox) et la situation humanitaire préoccupante à l'Est du pays.
- **sur le plan économique et financier**, par la poursuite de la mise en œuvre du Programme de Développement Local à la base de 145 territoires et le renforcement des mesures pour contenir l'inflation et stabiliser le Franc Congolais, ainsi que par la perspective d'un nouveau programme triennal avec le FMI permettant d'accéder au financement du Fonds de Résilience et de Durabilité.

4.2. Cadre macroéconomique

Le projet de loi de finances pour l'exercice 2025 se fonde sur les indicateurs et agrégats macroéconomiques repris dans le tableau 5 suivant :

Tableau 5 : Principaux indicateurs macroéconomiques 2025 – 2027

Cadrage macroéconomique	2023	2024		2025	2026	2027
	Hist.	LF	Actualisé	Projections	Projections	Projections
Taux de croissance	8,6%	6,4%	5,4%	5,7%	6,5%	6,9%
Déflateur PIB	10,1	10,6	11,8	11,8	12,5	12,6
Taux d'inflation moyen	20,2%	10,9%	17,5%	10,3%	8,1%	7,0%
Taux d'inflation fin période	23,7%	10,4%	11,3%	9,2%	7,0%	7,0%
Taux de croissance mine	18,17%	4,95%	8,82%	5,30%	3,66%	3,33%
Taux change moyen (FC/USD)	2 329,2	2 518,3	2 802,8	2 954,4	2 997,3	3 037,0
Taux change fin période (FC/USD)	2 673,5	2 535,5	2 932,1	2 976,6	3 018,0	3 056,0

Cadrage macroéconomique	2023	2024		2025	2026	2027
	Hist.	LF	Actualisé	Projections	Projections	Projections
PIB réel en milliards FC	16 175,2		17 059,9	18 036,1	19 178,5	20 495,5
PIB nominal en milliards FC	163 777,4	179 338,3	201 905,2	213 544,4	240 013,1	257 814,7

Source : *Cadrage macroéconomique 2025-2027, édition de juin 2024, CPCM/Ministère du Plan.*

4.3. Principaux agrégats budgétaires de l'exercice 2025

Le projet de loi de finances pour l'exercice 2025 contient un budget présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à hauteur de **49.846,8 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **21,6%** par rapport au budget de l'exercice 2024 chiffré à **40.986 milliards de FC**.

4.3.1. Configuration des recettes

Les recettes de l'exercice 2024 sont présentées comme suit :

- **Budget général : 45.376,9 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **21,4%** par rapport à son niveau de 2024 chiffré à **37.366,3 milliards de FC** ;
- **Budgets annexes : 788,9 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **9,5%** par rapport à leur niveau de 2024 chiffré à **720,4 milliards de FC** ;
- **Comptes spéciaux : 3.680,8 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **27%** par rapport à leur niveau du budget 2024 chiffré à **2.899,3 milliards de FC**.

4.3.1.1. Recettes du Budget général

Les recettes du budget général 2024 comprennent les recettes internes de **31.719,1 milliards de FC** et les recettes extérieures de **13.657,8 milliards de FC**.

4.3.1.1.1. Recettes internes

Les recettes internes sont constituées des recettes courantes qui se situent à **30.792,9 milliards de FC** et des recettes exceptionnelles chiffrées à **926,3 milliards de FC**.

a) Recettes courantes

Les recettes courantes sont ventilées comme suit :

- **Recettes de douanes et accises : 7.539 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **23,1%** par rapport leur niveau de l'exercice 2024 chiffré à **6.126,1 milliards de FC**, justifié par l'impact de nouvelles mesures fiscales et administratives, notamment l'application stricte de la réglementation en matière d'exonérations.

- **Recettes des impôts : 15.898 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **13,4%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2024 de **14.016,5 milliards de FC**, justifié notamment par la contribution du secteur minier, l'élargissement de l'assiette fiscale ainsi que la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales envisagées en 2025.
- **Recettes non fiscales : 7.355,8 milliards de FC**, soit un accroissement de **66,3%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2024 de **4.422,7 milliards de FC**.

Mesures pour la mobilisation des recettes

Afin de mieux financer les dépenses publiques préconisées, il est nécessaire de garantir l'amélioration de l'espace budgétaire à travers l'élargissement de l'assiette fiscale et la poursuite des réformes fiscales et douanières amorcées les dernières années en vue de relever la pression fiscale par, entre autres, la fiscalisation du secteur informel et la promotion du civisme fiscal.

A cet effet, le Gouvernement préconise notamment :

- l'identification des contribuables congolais en leur attribuant le numéro d'identification fiscale (NIF), et ce, en vue d'élargir l'assiette fiscale ;
- le maintien des missions de patrouille financière au niveau des administrations financières et des services d'assiette ;
- la sensibilisation de la population au civisme fiscal ;
- la poursuite de la migration vers la biométrisation des données des contribuables personnes physiques et morales ;
- le renforcement du dispositif de lutte contre la fraude et la contrebande ;
- la rationalisation de la liste des marchandises contenue dans le code des accises ;
- la rationalisation des dépenses fiscales;
- la poursuite de la signature des Arrêtés interministériels fixant les taux des droits, taxes et redevances ;
- l'évaluation de la mise en application des dispositions du Code Minier révisé (plus particulièrement la mise en application du régime fiscal).

b) Recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles sont chiffrées à **926,3 milliards de FC**, se rapportant aux obligations du Trésor indexées que le Gouvernement projette émettre en 2025.

4.3.1.1.2. Recettes extérieures

Les recettes extérieures s'élèvent à **13.657,8 milliards de FC** et enregistrent un accroissement de **14,6%** par rapport à leur niveau de 2024 de **11.919,6 milliards de FC**. Ces recettes se rapportent :

- aux appuis budgétaires de l'ordre de **1.521,5 milliards de FC** qui enregistrent un taux d'accroissement de **221,5%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2024 de **473,3 milliards de FC**. Ces recettes sont constituées de l'emprunt programme de **1.477,2 milliards de FC** et les dons budgétaires de **44,3 milliards de FC** ;
- au financement des investissements de **12.136,3 milliards de FC**, dégageant un accroissement de **6%** par rapport à leur niveau de 2024 de **11.446,4 milliards de FC**. Ces recettes comprennent les dons projets de **8.781,9 milliards de FC** et les emprunts projets de **3.354,3 milliards de FC**.

4.3.1.2. Recettes des Budgets annexes

Les budgets annexes sont évalués à **788,9 milliards de FC**, soit un accroissement de **9,5%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2024. Ce montant est lié aux actes générateurs des recettes des établissements d'enseignement supérieur et universitaire publics, des hôpitaux généraux de référence répertoriés à ce jour ainsi que des organismes auxiliaires reclassés en budgets annexes conformément à l'article 231 de la Loi relative aux finances publiques.

Le Gouvernement entend améliorer le captage des recettes de ce secteur à l'issue de la rationalisation des organismes auxiliaires en cours.

Tableau 6 : Configuration des recettes des budgets annexes 2025 (en milliards de FC)

N°	LIBELLE	LF 2024	PLF 2025
1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	348,3	425,8
2	SANTE PUBLIQUE	322,3	191,6
3	BUDGETS ANNEXES RECLASSES	49,8	171,6
	TOTAL	720,4	788,9

Source : PLF 2025, Ministère du Budget

4.3.1.3. Recettes des Comptes spéciaux

Les recettes des comptes spéciaux sont évaluées à **3.680,8 milliards de FC**, soit un accroissement de **27%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2024 de **2.899,3 milliards de FC**. Elles se rapportent aux comptes d'affectation spéciale ci-après :

Tableau 7 : Configuration des recettes des comptes spéciaux 2025 (en milliards de FC)

N°	SERVICE	2024		2025
		VOTE	REALISATION A FIN JUIN	PROJET
1	Fonds National d'Entretien Routier (FONER)	554,4	179,3	379,1
2	Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI)	1.426,7	-	1.754,6
3	Régie des Voies Aériennes (RVA) / (Go-Pass)	80,0	43,8	108,1
4	Fonds de Promotion de l'Education et de la Formation (FPEF)	17,9	3,6	10,2
5	Fonds de Promotion Culturelle (FPC)	15,3	14,5	24,5
6	Fonds de Contrepartie	-	-	-
7	Fonds Forestier National (FFN)	20,9	9,6	30,7
8	Fonds de Promotion du Tourisme (FPT)	67,9	14,7	82,6
9	Fonds Minier des Générations Futures (FOMIN)	379,0	10,1	389,1
10	Fonds de Soutien et de Développement des FARDC et services de sécurité (FSD-FARDC)	296,9	-	296,9
11	Fonds National de Réparation des Victimes de Violences Sexuelles (FONAREV)			605,0
12	Fonds d'Intervention pour l'Environnement	40,2	-	-
TOTAL		2 899,2	275,7	3 680,8

Source : PLF 2025, Ministère du Budget

4.3.2. Configuration des dépenses

Les dépenses de l'exercice 2025 sont chiffrées à **49.846,8 milliards de FC**, en équilibre avec les recettes correspondantes tant pour le budget général (**45.376,9 milliards de FC**), les budgets annexes (**788,9 milliards de FC**) que pour les comptes spéciaux (**3.680,8 milliards de FC**).

4.3.2.1. Dépenses du Budget général

Les dépenses du Budget général sont ventilées comme suit :

1°. Dette publique et frais financiers : 2.006,8 milliards de FC, soit un accroissement de **46,8%** par rapport à son niveau de l'exercice 2024 de **1.367 milliards de FC**. Elles sont constituées :

- de la dette publique, qui se chiffre à **1.675,4 milliards de FC** et prend en compte la dette intérieure de **1.275 milliards de FC** et la dette extérieure de **400 milliards de FC**. La dette extérieure intègre le remboursement des arriérés, du principal et des intérêts dans le respect de la stratégie de la dette à moyen terme sur base des échéanciers et conventions signés entre la RDC et ses partenaires financiers.

La dette intérieure s'aligne sur la nouvelle stratégie d'apurement mise en œuvre par le Gouvernement et de l'impact socio-économique attendu du paiement des fournisseurs et entrepreneurs, dans la perspective de la promotion de la classe moyenne. Elle permettra également d'assurer le remboursement des arriérés de la subvention pétrolière évalués à environ **400 milliards de FC**.

- des frais financiers de **331,4 milliards de FC**, constitués des intérêts sur la dette intérieure de **222,1 milliards FC** au titre de remboursement sur les bons du trésor et des intérêts titrisés dans le cadre de la recapitalisation de la Banque Centrale du Congo ainsi que des intérêts sur la dette extérieure de **109,3 milliards de FC**.

2°. Rémunérations : 9.609,5 milliards de FC, dégageant un taux d'accroissement de **18,3%** par rapport aux crédits votés en 2024 de **8.125 milliards de FC** et fixé à **4,5%** du PIB, en perspective d'un nouveau programme triennal avec le FMI, en vue de permettre à la RDC d'accéder au financement du Fonds de Résilience et de Durabilité.

Cette enveloppe prend en compte quelques actions contraignantes, notamment celles liées à la prise en charge et à l'amélioration de la paie des militaires et des policiers ainsi que la prise en charge de 2.500 magistrats recrutés en 2023. Elle intègre également certaines grilles barémiques examinées lors des conférences budgétaires et les modifications intervenues au cours de la dernière réunion interministérielle, principalement les inspecteurs du travail, les agents des Ministères de l'Environnement et autres, sans omettre les dernières négociations de Bibwa avec les bancs syndicaux de l'Education nationale, de l'ESU et de la Recherche scientifique.

Il sied ici de rappeler que dans le cadre de l'effort de mobilisation des appuis budgétaires de la Banque Mondiale et conformément à l'article 78 de la Loi relative aux Finances Publiques, le projet de loi de finances sera assorti d'une annexe fixant les plafonds d'autorisation des emplois rémunérés, indiquant clairement le gel des effectifs en vue de maîtriser les effectifs et la masse salariale.

De même, dans le cadre de l'amélioration de la gestion des ressources humaines et conformément aux instructions du Chef de l'Etat, le Gouvernement s'emploie à l'élaboration, d'ici fin 2024, d'une nouvelle politique salariale avec comme corolaire une maîtrise de l'enveloppe salariale.

3°. Biens, matériels et prestations : 4.844,4 milliards de FC, représentant **10,7%** des dépenses du Budget général, soit un accroissement de **19,4%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2024 de **4.056,9 milliards de FC**. Ces dépenses comprennent :

- le fonctionnement des Institutions chiffré à **1.616,1 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **11,3%** par rapport à son niveau de 2024, maintenu faible pour prendre en compte l'instruction du Chef de l'Etat sur la réduction du train de vie des institutions ;
- le fonctionnement des Ministères de l'ordre de **2.622,2 milliards de FC**, soit un accroissement de **18,3%** par rapport à son niveau de l'exercice 2024. Outre le fonctionnement courant des services, cette rubrique prend en compte notamment les charges liées au fonctionnement des écoles et des bureaux gestionnaires dans le cadre de la gratuité de l'enseignement primaire, la production des permis de conduire biométriques sécurisés avec puce, en ligne avec les axes stratégiques du Programme d'Actions du Gouvernement.
- le financement des réformes d'un import de **118,4 milliards de FC**, soit une augmentation de **57,8%** par rapport à son niveau de l'exercice 2024. Cette enveloppe prend en compte la tranche de 2025 prévue dans la feuille de route de migration du budget en mode programme, le développement du Système Intégré de Programmation et Budgétisation (SYPROBUD), la réforme du Système Intégré de Gestion des Marchés Publics (SIGMAP), le renforcement du système de gestion de la dette, la mise en place des cantines scolaires envisagée avec l'appui de l'Agence Française de Développement, la réforme de l'Administration publique ainsi que l'appui aux réformes structurelles.
- le fonctionnement des services déconcentrés d'un montant de **26,7 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **17,5%** par rapport à 2024 ;
- les charges communes chiffrées à **460,9 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **58,4%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2024. Elles prennent en compte les arriérés de consommation d'eau et d'électricité par les services étatiques, la rétribution aux banques, les frais relatifs à la prise en charge médicale des agents et fonctionnaires de l'Etat ainsi que les frais d'hébergement, de consommation de carburant et les loyers.

4°. Transferts et subventions : 5.503,6 milliards de FC, soit une augmentation de **24,5%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2024. Ils comprennent :

- la rétrocession aux Administrations financières de **1.684,5 milliards de FC**, calculée à hauteur de **5%** des recettes de la DGDA et de la DGI, et **10%** de celles encadrées par la DGRAD ;
 - le transfert aux provinces et ETD au titre de fonctionnement, qui prendra également en compte les Conseillers communaux, d'un import de **1.095,8 milliards de FC**, soit un accroissement de **20,9%** par rapport aux crédits votés en 2024 ;
 - les interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques de **1.636,8 milliards de FC**, incluant notamment la prise en charge des structures de mise en œuvre de la couverture santé universelle pour une enveloppe globale de **122,2 milliards de FC**, l'appui à la relance des entreprises du Portefeuille (MIBA, CINAT, SOTEXKI et autres) à hauteur de **130 milliards de FC**, la subvention pétrolière courante de **70 milliards de FC**, l'appui à la gratuité de l'enseignement primaire (manuels scolaires, cantines scolaires) à hauteur de **107,4 milliards de FC**, l'opérationnalisation du Fonds de Recherche et l'Innovation Technologique et des services connexes de la recherche scientifique (INERA et autres) avec une enveloppe globale de **145,9 milliards de FC**, l'appui à l'ANSER et à l'Autorité de Régulation de l'Energie pour un import de **23,5 milliards de FC**, l'appui au Fonds National de Réparation des Victimes de Violences Sexuelles (FONAREV) avec un montant de **50 milliards de FC**, l'appui à l'Autorité de Régulation et de Contrôle des Marchés des substances Minérales Stratégiques (ARECOMS) avec un montant de **5 milliards de FC** et une subvention de **8 milliards de FC** à l'Entreprise Générale du Cobalt. Il sied de noter que les crédits de la Recherche scientifique et innovation technologique sont passés de **919,4 milliards de FC** en 2024 à **947,7 milliards de FC** en 2025, soit un taux d'accroissement de **3,1%** ;
 - la subvention aux organismes auxiliaires de **381,1 milliards de FC** ;
 - la bourse d'études d'un montant de **29,5 milliards de FC** ;
 - la TVA remboursable d'un import de **223,4 milliards de FC** ;
 - la mise à la retraite des agents et fonctionnaires de l'Etat qui se chiffre à **452,6 milliards de FC**.
- 5°. Dépenses d'investissement : 21.964 ,7 milliards de FC**, soit un accroissement de **18,2%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2024 et **48,4%** des dépenses du Budget général.

Les dépenses d'investissement sont principalement axées sur les projets des secteurs sociaux et porteurs de croissance, en vue de la diversification de l'économie telle que préconisée par le Programme d'Actions du Gouvernement.

Ces dépenses sont structurées de la manière suivante :

1. Investissement sur ressources propres : **9.828,4 milliards de FC**, représentant **21,7%** des dépenses du Budget général et devant couvrir :
 - ✓ les projets du Gouvernement central chiffrés à **2.739,4 milliards de FC** ;
 - ✓ l'investissement sur cession des actifs miniers issue de la renégociation du contrat sino-congolais : **957,2 milliards de FC** ;
 - ✓ la contrepartie gouvernementale aux financements extérieurs d'un import de **104,7 milliards de FC** ;
 - ✓ les projets des provinces évalués à **3.744,1 milliards de FC**, ce qui porte l'enveloppe de 40% des recettes à caractère national à **9.131,9 milliards de FC** renfermant les rémunérations transférées de **4.291,9 milliards de FC** et le transfert au titre de fonctionnement de **1.095,8 milliards de FC** ;
 - ✓ le fonds de péréquation chiffré à **2.282,9 milliards de FC**, représentant **10%** des recettes à caractère national. Pour l'exercice 2025 et au vu de la nécessité d'appuyer l'effort de la diversification de l'économie, un accent sera mis sur le financement des projets de développement dans le secteur agricole (Agriculture, Développement Rural, Pêche et Elevage).
 2. Investissement sur ressources extérieures : **12.136,3 milliards de FC**, soit un accroissement de **6%** par rapport à son niveau de l'exercice 2024 et représentant **26,7%** des dépenses du Budget général.
- 6°. Dépenses exceptionnelles : 1.447,9 milliards de FC**, représentant **3,2%** des dépenses du Budget général et un taux d'accroissement de **76,6%**. Elles devront financer :
- l'organisation, dans les chefs-lieux, des scrutins indirects relatifs aux élections municipales (conseillers urbains, bourgmestres et maires) pour un montant de **15 milliards de FC** ;
 - les cas éventuels de sinistres et calamités avec une provision de **85 milliards de FC** ;
 - les opérations de recensement et d'identification de la population sur base d'une enveloppe de **133,5 milliards de FC** ;

- le Fonds de Soutien aux FARDC avec une dotation de **500 milliards de FC** ;
- les autres dépenses sécuritaires avec un montant de **664,4 milliards** ;
- la réserve budgétaire de **50 milliards de FC**.

4.3.2.2. Dépenses des Budgets annexes

Les dépenses des budgets annexes sont présentées en équilibre avec les recettes correspondantes. Elles sont chiffrées à **788,9 milliards de FC** et dégagent un taux d'accroissement de 9,5% par rapport à leur niveau de l'exercice 2024 chiffré à **720,4 milliards de FC**.

4.3.2.3. Dépenses des Comptes spéciaux

Les dépenses des comptes spéciaux sont présentées en équilibre avec les recettes correspondantes, évaluées à **3.680,8 milliards de FC** et dégagent un taux d'accroissement de 27% par rapport à leur niveau de l'exercice 2024 chiffré à **2.899,3 milliards de FC**. Elles se rapportent aux comptes d'affectation spéciale repris en recettes.

CONCLUSION

Le projet de loi de finances pour l'exercice 2025 contient un budget présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à hauteur de **49.846,8 milliards de FC** et accuse un taux d'accroissement de **21,6%** par rapport à la Loi de finances 2024 dont le budget est chiffré à **40.986 milliards de FC**.

Il reflète les politiques publiques déclinées dans le Programme d'Actions du Gouvernement, axé sur six piliers ventilés par axe stratégique.

Le financement de ce programme nécessite la mise en œuvre des mesures fiscales et administratives se rapportant notamment à l'élargissement de l'assiette fiscale, à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

L'implication de l'ensemble des institutions, ministères et services publics à la mobilisation accrue des recettes est impérieuse pour la réalisation du Programme du Gouvernement, visant l'amélioration du vécu quotidien de la population congolaise.

En annexe :

- Le tableau des indicateurs macroéconomiques 2025-2027 ;
- Le tableau synthèse des recettes 2025 ;
- Le tableau synthèse des dépenses 2025 ;
- Le tableau des modalités de calcul de la rétrocession aux administrations financières et de 40% de transfert aux Provinces et ETD.

ANNEXES

TABLEAU 1 : INDICATEURS MACROECONOMIQUES 2024-2027

Cadrage macroéconomique	2023	2024		2025	2026	2027
	Hist.	LF	Actualisé	Projections	Projections	Projections
Taux de croissance	8,6%	6,4%	5,4%	5,7%	6,5%	6,9%
Déflateur PIB	10,1	10,6	11,8	11,8	12,5	12,6
Taux d'inflation moyen	20,2%	10,9%	17,5%	10,3%	8,1%	7,0%
Taux d'inflation fin période	23,7%	10,4%	11,3%	9,2%	7,0%	7,0%
Taux de croissance mine	18,17%	4,95%	8,82%	5,30%	3,66%	3,33%
Taux change moyen (FC/USD)	2 329,2	2 518,3	2 802,8	2 954,4	2 997,3	3 037,0
Taux change fin période (FC/USD)	2 673,5	2 535,5	2 932,1	2 976,6	3 018,0	3 056,0
PIB réel en milliards FC	16 175,2		17 059,9	18 036,1	19 178,5	20 495,5
PIB nominal en milliards FC	163 777,4	179 338,3	201 905,2	213 544,4	240 013,1	257 814,7

TABLEAU 2 : PROJET DE LOI DE FINANCES 2025 (VOLET RECETTES)

N°	RUBRIQUES	2024									2025					
		LOI DE FINANCES	% PIB	PREVISIONS LINEAIRES	REALISATIONS AU 30 JUIN (PTR)	Tx réal. (%)	PROJET LFR	% PIB	Struc. BG	Taux accr. /2024	PROJET DE LOI DE FINANCES	Struct %	% BG	% PIB	Taux accr. /2024	Taux accr. / PLFR 2024
I.	BUDGET GENERAL	37 366 273 942 286	20,8	18 683 136 971 143	16 902 461 793 753	90,5	40 790 297 244 971	20,2	100,0	9,2	45 376 945 297 405	91,0	100,0	21,2	21,4	11,2
I.1.	RECETTES INTERNES	25 446 640 436 351	14,2	12 723 320 218 175	13 278 845 385 456	104,4	27 195 586 651 285	13,5	66,7	6,9	31 719 145 101 791	63,6	69,9	14,9	24,6	16,6
I.1.1.	RECETTES COURANTES	24 565 225 268 384	13,7	12 282 612 634 192	12 525 307 385 456	102,0	25 473 331 956 908	12,6	62,4	3,7	30 792 856 495 207	61,8	67,9	14,4	25,4	20,9
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises	6 126 062 611 808	3,4	3 063 031 305 904	2 802 152 000 000	91,5	6 126 062 611 808	3,0	15,0	0,0	7 539 033 944 917	15,1	16,6	3,5	23,1	23,1
a.	Recettes minières	1 295 711 862 243	0,7	647 855 931 122		0,0	1 295 711 862 243	0,6	3,2	0,0	2 690 803 480 976	5,4	5,9	1,3	107,7	107,7
b.	Autres	4 830 350 749 565	2,7	2 415 175 374 782		0,0	4 830 350 749 565	2,4	11,8	0,0	4 848 230 463 941	9,7	10,7	2,3	0,4	0,4
I.1.1.2	Recettes des Impôts	14 016 486 683 713	7,8	7 008 243 341 856	7 233 833 007 837	103,2	14 016 486 683 713	6,9	34,4	0,0	15 898 004 840 080	31,9	35,0	7,4	13,4	13,4
a.	Recettes minières	7 541 613 627 745	4,2	3 770 806 813 872		0,0	7 541 613 627 745	3,7	18,5	0,0	8 807 897 111 080	17,7	19,4	4,1	16,8	16,8
b.	Recettes pétrolières	204 042 705 363	0,1	102 021 352 681	118 280 007 837	115,9	204 042 705 363	0,1	0,5	0,0	238 925 571 140	0,5	0,5	0,1	17,1	17,1
C.	Autres	6 270 830 350 605	3,5	3 135 415 175 303		0,0	6 270 830 350 605	3,1	15,4	0,0	6 851 182 157 860	13,7	15,1	3,2	9,3	9,3
I.1.1.3	Recettes non Fiscales	4 422 675 972 863	2,5	2 211 337 986 431	2 489 322 377 619	112,6	5 330 782 661 386	2,6	13,1	20,5	7 355 817 710 210	14,8	16,2	3,4	66,3	38,0
1°	DGRAD	4 264 676 130 539	2,4	2 132 338 065 269	2 140 811 000 000	100,4	4 264 676 130 539	2,1	10,5	0,0	5 807 366 774 085	11,7	12,8	2,7	36,2	36,2
a.	Recettes minières	1 680 939 431 910	0,9	840 469 715 955		0,0	1 680 939 431 910	0,8	4,1	0,0	2 392 898 633 041	4,8	5,3	1,1	42,4	42,4
b.	Recettes pétrolières	420 103 993 852	0,2	210 051 996 926	239 599 634 055	114,1	420 103 993 852	0,2	1,0	0,0	450 098 744 813	0,9	1,0	0,2	7,1	7,1
c.	Autres	2 163 632 704 777	1,2	1 081 816 352 389		0,0	2 163 632 704 777	1,1	5,3	0,0	2 964 369 396 231	5,9	6,5	1,4	37,0	37,0
2°	AUTRES recettes non fiscales	157 999 842 324	0,1	78 999 921 162	348 511 377 619	441,2	1 066 106 530 847	0,5	2,6	574,8	1 548 450 936 125	3,1	3,4	0,7	880,0	45,2
a.	Royalties (contrat chinois)		0,0	0			908 106 688 523	0,4	2,2	0,0	957 215 257 205	1,9	2,1	0,4	0,0	5,4
b.	Autres	157 999 842 324	0,1	78 999 921 162	348 511 377 619	441,2	157 999 842 324	0,1	0,4	0,0	591 235 678 920	1,2	1,3	0,3	274,2	274,2
I.1.2	RECETTES EXCEPTIONNELLES	881 415 167 967	0,5	440 707 583 983	753 538 000 000	171,0	1 722 254 694 377	0,9	4,2	95,4	926 288 606 584	1,9	2,0	0,4	5,1	-46,2
I.1.2.1	Contrat chinois-SICOMIN		0,0	0			840 839 526 411	0,4	2,1	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	-100,0
I.1.2.2	Produits des emprunts intérieurs	881 415 167 967	0,5	440 707 583 983	753 538 000 000	171,0	881 415 167 967	0,4	2,2	0,0	926 288 606 584	1,9	2,0	0,4	5,1	5,1
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	11 919 633 505 936	6,6	5 959 816 752 968	3 623 616 408 297	60,8	13 594 710 593 686	6,7	33,3	14,1	13 657 800 195 614	27,4	30,1	6,4	14,6	0,5
I.2.1.	APPUI BUDGETAIRES	473 267 902 229	0,3	236 633 951 114	471 649 000 000	199,3	2 148 344 989 979	1,1	5,3	353,9	1 521 516 000 000	3,1	3,4	0,7	221,5	-29,2
I.2.1.1	Emprunt Programme	267 168 976 276	0,1	133 584 488 138		0,0	2 102 098 816 026	1,0	5,2	686,8	1 477 200 000 000	3,0	3,3	0,7	452,9	-29,7
I.2.1.2	Dons Budgétaires	206 098 925 953	0,1	103 049 462 976	471 649 000 000	457,7	46 246 173 953	0,0	0,1	-77,6	44 316 000 000	0,1	0,1	0,0	-78,5	-4,2
I.2.1.3	Allocation DTS		0,0	0				0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
I.2.2.	FINANCEMENT DES INVEST.	11 446 365 603 707	6,4	5 723 182 801 854	3 151 967 408 297	55,1	11 446 365 603 707	5,7	28,1	0,0	12 136 284 195 614	24,3	26,7	5,7	6,0	6,0
I.2.2.1	Dons Projets	7 519 436 140 571	4,2	3 759 718 070 286	1 003 994 011 174	26,7	7 519 436 140 571	3,7	18,4	0,0	8 781 977 731 882	17,6	19,4	4,1	16,8	16,8
I.2.2.2	Emprunts Projets	3 926 929 463 136	2,2	1 963 464 731 568	2 147 973 397 123	109,4	3 926 929 463 136	1,9	9,6	0,0	3 354 306 463 732	6,7	7,4	1,6	-14,6	-14,6
II.	BUDGETS ANNEXES	720 420 000 000	0,4	360 210 000 000	22 010 824 357	6,1	720 420 000 000	0,4		0,0	788 989 271 833	1,6		0,4	9,5	9,5
III.	COMPTES SPECIAUX	2 899 338 676 940	1,6	1 449 669 338 470	275 683 203 677	19,0	2 899 338 676 940	1,4		0,0	3 680 839 771 037	7,4		1,7	27,0	27,0
	TOTAL RECETTES / FC	40 986 032 619 226	22,9	20 493 016 309 613	17 200 155 821 787	83,9	44 410 055 921 911	22,0		8,4	49 846 774 340 275	100,0		23,3	21,6	12,2
	TOTAL RECETTES / \$ US	16 275 090 262					15 844 898 293				16 872 046 554				3,7	
	Recettes courantes en \$ US	9 754 573 278					9 088 535 145				10 422 710 701				6,8	
	Recettes Internes en \$ US	10 104 573 278					9 703 011 977				10 736 239 203				6,3	
	Budget Général en \$ US	14 837 725 008					14 553 418 089				15 359 106 857				3,5	
	Recettes extérieures en \$ US	4 733 151 730					4 850 406 112				4 622 867 654				-2,3	
	Recettes minières en FC	10 518 264 921 898					12 267 211 136 832				14 848 814 482 302				41,2	
	Recettes minières en \$ US						4 376 772 530				5 026 000 028					

TABLEAU 3 : PROJET DE LOI DE FINANCES 2025 (VOLET DEPENSES)

RUBRIQUES	BUDGET 2024										BUDGET 2025						
	VOTE	% PIB	PREVISIONS LINEAIRE	EXECUTION AU 30 JUIN (PTR)	Taux d'exéc (%)	PROJET LFR (DGPPB)	% BG	% RC	% PIB	Accr/L F 2024	PROJET DE LOI DE FINANCES	Struct %	% BG	% RC	% PIB	Accr/LF 2024	Accr/LFR 2024
A. BUDGET GENERAL	37 366 273 942 286	20,8	18 683 136 971 143	12 885 453 846 698	69,0	40 790 297 244 971	100,0	20,2	9,2	45 376 945 297 405	91,0	100,0	21,2	21,4	11,2		
<i>dont celles sur ressources internes</i>	<i>25 919 908 338 579</i>	<i>14,5</i>	<i>12 959 954 169 290</i>	<i>12 424 153 846 698</i>	<i>95,9</i>	<i>29 343 931 641 264</i>	<i>71,9</i>	<i>14,5</i>	<i>13,2</i>	<i>33 240 661 101 791</i>	<i>66,7</i>	<i>73,3</i>	<i>15,6</i>	<i>28,2</i>	<i>13,3</i>		
I. DETTE PUBLIQUE ET FRAIS FINANCIERS	1 367 024 921 991	0,8	683 512 460 996	1 153 548 440 891	168,8	2 434 706 257 778	6,0	9,6	1,2	78,1	2 006 797 138 343	4,0	4,4	6,5	0,9	46,8	-17,6
1.1. Dette publique	1 146 860 486 729	0,6	573 430 243 365	927 250 550 543	161,7	1 733 009 250 940	4,2	6,8	0,9	51,1	1 675 436 611 125	3,4	3,7	5,4	0,8	46,1	-3,3
1.1.1. Dette Intérieure	704 145 000 000	0,4	352 072 500 000	701 551 190 241	199,3	1 251 166 593 538	3,1	4,9	0,6	77,7	1 275 000 000 000	2,6	2,8	4,1	0,6	81,1	1,9
1.1.2. Dette Extérieure (Principal)	442 715 486 729	0,2	221 357 743 365	225 699 360 302	102,0	481 842 657 402	1,2	1,9	0,2	8,8	400 436 611 125	0,8	0,9	1,3	0,2	-9,5	-16,9
1.2. Frais financiers	220 164 435 262	0,1	110 082 217 631	226 297 890 348	205,6	701 697 006 838	1,7	2,8	0,3	218,7	331 360 527 218	0,7	0,7	1,1	0,2	50,5	-52,8
1.2.1. Intérieurs	132 244 000 000	0,1	66 122 000 000	153 986 920 535	232,9	606 579 436 264	1,5	2,4	0,3	358,7	222 050 824 560	0,4	0,5	0,7	0,1	67,9	-63,4
1.2.2. Extérieurs	87 920 435 262	0,0	43 960 217 631	72 310 969 813	164,5	95 117 570 574	0,2	0,4	0,0	8,2	109 309 702 658	0,2	0,2	0,4	0,1	24,3	14,9
II. DÉPENSES DE PERSONNEL (RÉMUNÉRATIONS)	8 125 021 236 950	4,5	4 062 510 618 475	4 133 756 897 598	101,8	8 484 162 556 810	20,8	33,3	4,2	4,4	9 609 496 650 000	19,3	21,2	31,2	4,5	18,3	13,3
2.1. Pouvoir Central	4 575 237 367 619	2,6	2 287 618 683 809	4 133 756 897 598	180,7	4 938 347 216 646	12,1	19,4	2,4	7,9	5 317 503 232 723	10,7	11,7	17,3	2,5	16,2	7,7
2.2. Provinces	3 549 783 869 331	2,0	1 774 891 934 666		0,0	3 545 815 340 164	8,7	13,9	1,8	-0,1	4 291 993 417 277	8,6	9,5	13,9	2,0	20,9	21,0
III. BIENS, MATÉRIELS ET PRESTATIONS (FONCT.)	4 056 999 033 016	2,3	2 028 499 516 508	2 065 420 074 652	101,8	4 126 824 898 968	10,1	16,2	2,0	1,7	4 844 403 337 387	9,7	10,7	15,7	2,3	19,4	17,4
3.1. Fonctionnement des Institutions	1 451 432 383 322	0,8	725 716 191 661	883 511 990 956	121,7	1 427 831 475 488	3,5	5,6	0,7	-1,6	1 616 103 560 723	3,2	3,6	5,2	0,8	11,3	13,2
3.2. Fonctionnement des Ministères	2 216 824 615 406	1,2	1 108 412 307 703	942 495 083 696	85,0	2 238 891 272 513	5,5	8,8	1,1	1,0	2 622 193 159 043	5,3	5,8	8,5	1,2	18,3	17,1
3.3. Financement des réformes	75 000 000 000	0,0	37 500 000 000		0,0	99 190 392 615	0,2	0,4	0,0	32,3	118 383 333 333	0,2	0,3	0,4	0,1	57,8	19,3
3.4. Fonctionnement des Services Déconcentrés	22 750 000 000	0,0	11 375 000 000		0,0	22 750 000 000	0,1	0,1	0,0	0,0	26 731 250 000	0,1	0,1	0,1	0,0	17,5	17,5
3.5. Charges communes	290 992 034 288	0,2	145 496 017 144	239 413 000 000	164,5	338 161 758 532	0,8	1,3	0,2	16,2	460 992 034 288	0,9	1,0	1,5	0,2	58,4	36,3
IV. TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	4 422 188 038 558	2,5	2 211 094 019 279	1 159 506 875 226	52,4	4 637 185 687 643	11,4	18,2	2,3	4,9	5 503 629 096 689	11,0	12,1	17,9	2,6	24,5	18,7
4.1. Rétrocession aux Régions financières	1 367 124 995 389	0,8	683 562 497 695	661 034 831 933	96,7	1 367 124 995 389	3,4	5,4	0,0	0,0	1 684 462 793 222	3,4	3,7	5,5	0,8	23,2	23,2
4.2. Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	906 327 796 425	0,5	453 163 898 213	42 935 158 079	9,5	905 059 235 787	2,2	3,6	0,4	-0,1	1 095 828 106 539	2,2	2,4	3,6	0,5	20,9	21,1
4.3. Interventions économiques, soc., cult. et scient.	1 213 593 041 484	0,7	606 796 520 742	413 875 450 699	68,2	1 564 859 251 207	3,8	6,1	0,8	28,9	1 636 831 430 649	3,3	3,6	5,3	0,8	34,9	4,6
4.4. Organismes Auxiliaires	369 780 000 000	0,2	184 890 000 000	41 661 434 515	22,5	369 780 000 000	0,9	1,5	0,2	0,0	381 051 003 541	0,8	0,8	1,2	0,2	3,0	3,0
4.5. Bourses d'études	10 000 000 000	0,0	5 000 000 000	0	0,0	10 000 000 000	0,0	0,0	0,0	0,0	29 500 000 000	0,1	0,1	0,1	0,0	195,0	195,0
4.6. TVA remboursable	285 150 955 746	0,2	142 575 477 873	0	0,0	235 150 955 746	0,6	0,9	0,1	-17,5	223 393 407 959	0,4	0,5	0,7	0,1	-21,7	-5,0
4.7. Mise à la retraite	270 211 249 514	0,2	135 105 624 757	0	0,0	185 211 249 514	0,5	0,7	0,1	-31,5	452 562 354 779	0,9	1,0	1,5	0,2	67,5	144,3
V. DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS	18 575 040 711 771	10,4	9 287 520 355 885	1 516 838 020 247	16,3	19 978 347 139 886	49,0	78,4	9,9	7,6	21 964 675 119 586	44,1	48,4	71,3	10,3	18,2	9,9
5.1. Investissements sur ressources propres	7 128 675 108 064	4,0	3 564 337 554 032	1 055 538 020 247	29,6	8 531 981 536 179	20,9	33,5	4,2	19,7	9 828 390 923 972	19,7	21,7	31,9	4,6	37,9	15,2
5.1.1. Projets Gouvernement central	1 696 017 733 150	0,9	848 008 866 575	1 055 538 020 247	124,5	1 704 231 524 419	4,2	6,7	0,8	0,5	2 739 386 076 048	5,5	6,0	8,9	1,3	61,5	60,7
5.1.2. Investissements sur cession Actifs miniers (contrat chinois)		0,0	0	0	0,0	1 748 946 214 934	4,3	6,9	0,9	0,0	957 215 257 205	1,9	2,1	3,1	0,4	0,0	-45,3
5.1.3. Contrepartie des projets	100 978 000 000	0,1	50 489 000 000	0	0,0	100 978 000 000	0,2	0,4	0,1	0,0	104 735 004 756	0,2	0,2	0,3	0,0	3,7	3,7
5.1.4. Projets des Provinces	3 374 121 166 780	1,9	1 687 060 583 390	0	0,0	3 092 285 722 271	7,6	12,1	1,5	-8,4	3 744 079 364 008	7,5	8,3	12,2	1,8	11,0	21,1
5.1.5. Fonds de péréquation	1 957 558 208 134	1,1	978 779 104 067	0	0,0	1 885 540 074 555	4,6	7,4	0,9	-3,7	2 282 975 221 956	4,6	5,0	7,4	1,1	16,6	21,1
5.3. Investissements sur ressources extérieures	11 446 365 603 707	6,4	5 723 182 801 854	461 300 000 000	8,1	11 446 365 603 707	28,1	5,7	0,0	0,0	12 136 284 195 614	24,3	26,7	5,7	6,0	6,0	6,0
5.3.1. Autres bailleurs	11 446 365 603 707	6,4	5 723 182 801 854	461 300 000 000	8,1	11 446 365 603 707	28,1	5,7	0,0	0,0	12 136 284 195 614	24,3	26,7	5,7	6,0	6,0	6,0
VI. DÉPENSES EXCEPTIONNELLES	820 000 000 000	0,5	410 000 000 000	2 856 383 538 083	696,7	1 129 070 703 887	2,8	4,4	0,6	37,7	1 447 943 955 400	2,9	3,2	4,7	0,7	76,6	28,2
6.1. Dépenses except. sur ressources propres	820 000 000 000	0,5	410 000 000 000	2 856 383 538 083	696,7	1 129 070 703 887	2,8	4,4	0,6	37,7	1 447 943 955 400	2,9	3,2	4,7	0,7	76,6	28,2
6.1.1. Opérations électorales	200 000 000 000	0,1	100 000 000 000	127 238 593 500	127,2	200 000 000 000	0,5	0,8	0,1	0,0	15 000 000 000	0,0	0,0	0,0	0,0	-92,5	-92,5
6.1.2. Réserve budgétaire	30 000 000 000	0,0	15 000 000 000	0	0,0	30 000 000 000	0,1	0,1	0,0	0,0	50 000 000 000	0,1	0,1	0,2	0,0	66,7	66,7
6.1.3. Réserve pour sinistres et calamités	40 000 000 000	0,0	20 000 000 000	11 700 000 000	58,5	40 000 000 000	0,1	0,2	0,0	0,0	85 000 000 000	0,2	0,2	0,3	0,0	112,5	112,5
6.1.4. Opérations de recensement et d'identification	50 000 000 000	0,0	25 000 000 000	27 857 753 000	111,4	50 000 000 000	0,1	0,2	0,0	0,0	133 500 000 000	0,3	0,3	0,4	0,1	167,0	167,0
6.1.5. Dotation FSD-FARDC	500 000 000 000	0,3	250 000 000 000	0	0,0	500 000 000 000	1,2	2,0	0,2	0,0	500 000 000 000	1,0	1,1	1,6	0,2	0,0	0,0
6.1.6. Dépenses sécuritaires		0,0	0	2 689 587 191 583		309 070 703 887	0,8	1,2	0,2	0,0	664 443 955 400	1,3					

TABLEAU 4 : MODALITÉS DE CALCUL DE 40% DES RECETTES A CARACTERE NATIONAL _ AVANT- PROJET DE LOI DE FINANCES 2025

RUBRIQUES	BUDGET 2023	BUDGET 2024			BUDGET 2025		
	VOTE	PROJET	VOTE	PROJET LFR (DGPPB)	PLANCHERS/PLAFONDS (CBMT)	CONFERENCES BUDGETAIRES	PROJET DE LOI DE FINANCES
1. Recettes courantes	22 486 473 012 183 FC	23 668 448 742 332 FC	24 407 225 426 060 FC	24 407 225 426 060 FC	28 520 444 225 103 FC	28 794 924 630 912 FC	29 244 405 559 082 FC
- DGDA	4 949 459 787 207 FC	5 788 983 135 860 FC	6 126 062 611 808 FC	6 126 062 611 808 FC	7 205 489 043 507 FC	7 451 531 930 830 FC	7 539 033 944 917 FC
- DGI	13 389 594 177 109 FC	13 572 443 978 350 FC	13 812 443 978 350 FC	13 812 443 978 350 FC	15 942 470 347 998 FC	15 659 079 268 941 FC	15 659 079 268 940 FC
- DGRAD	3 532 004 267 020 FC	3 682 874 928 907 FC	3 844 572 136 687 FC	3 844 572 136 687 FC	4 695 445 072 931 FC	4 995 289 115 189 FC	5 357 268 029 272 FC
- Pétroliers	615 414 780 847 FC	624 146 699 215 FC	624 146 699 215 FC	624 146 699 215 FC	677 039 760 667 FC	689 024 315 952 FC	689 024 315 953 FC
2. TVA remboursable	265 000 000 000 FC	285 150 955 746 FC	285 150 955 746 FC	235 150 955 746 FC	223 393 407 959 FC	223 393 407 959 FC	223 393 407 959 FC
- DGDA	106 000 000 000 FC	123 979 633 896 FC	123 979 633 896 FC	102 240 335 570 FC	97 128 318 792 FC	97 128 318 792 FC	97 128 318 792 FC
- DGI	159 000 000 000 FC	161 171 321 850 FC	161 171 321 850 FC	132 910 620 175 FC	126 265 089 167 FC	126 265 089 167 FC	126 265 089 167 FC
3. Recettes courantes après déduction TVA	22 221 473 012 183 FC	23 383 297 786 586 FC	24 122 074 470 314 FC	24 172 074 470 314 FC	28 297 050 817 145 FC	28 571 531 222 953 FC	29 021 012 151 123 FC
- DGDA	4 843 459 787 207 FC	5 665 003 501 964 FC	6 002 082 977 912 FC	6 023 822 276 238 FC	7 108 360 724 715 FC	7 354 403 612 038 FC	7 441 905 626 125 FC
- DGI	13 230 594 177 109 FC	13 411 272 656 500 FC	13 651 272 656 500 FC	13 679 533 358 175 FC	15 816 205 258 831 FC	15 532 814 179 774 FC	15 532 814 179 773 FC
- DGRAD	3 532 004 267 020 FC	3 682 874 928 907 FC	3 844 572 136 687 FC	3 844 572 136 687 FC	4 695 445 072 931 FC	4 995 289 115 189 FC	5 357 268 029 272 FC
- Pétroliers	615 414 780 847 FC	624 146 699 215 FC	624 146 699 215 FC	624 146 699 215 FC	677 039 760 667 FC	689 024 315 952 FC	689 024 315 953 FC
4. Rétrocession Régies	1 256 903 124 918 FC	1 322 101 300 814 FC	1 367 124 995 389 FC	1 367 124 995 389 FC	1 615 772 806 470 FC	1 643 889 801 110 FC	1 684 462 793 222 FC
- DGDA	242 172 989 360 FC	283 250 175 098 FC	300 104 148 896 FC	300 104 148 896 FC	355 418 036 236 FC	367 720 180 602 FC	372 095 281 306 FC
- DGI	661 529 708 855 FC	670 563 632 825 FC	682 563 632 825 FC	682 563 632 825 FC	790 810 262 942 FC	776 640 708 989 FC	776 640 708 989 FC
- DGRAD	353 200 426 702 FC	368 287 492 891 FC	384 457 213 669 FC	384 457 213 669 FC	469 544 507 293 FC	499 528 911 519 FC	535 726 802 927 FC
5. Recettes Courantes - Rétro Régies	20 964 569 887 265 FC	22 061 196 485 772 FC	22 754 949 474 925 FC	22 804 949 474 925 FC	26 681 278 010 674 FC	26 927 641 421 844 FC	27 336 549 357 901 FC
- DGDA	4 601 286 797 847 FC	5 381 753 326 866 FC	5 701 978 829 016 FC	5 723 718 127 342 FC	6 752 942 688 480 FC	6 986 683 431 436 FC	7 069 810 344 819 FC
- DGI	12 569 064 468 254 FC	12 740 709 023 675 FC	12 968 709 023 675 FC	12 996 969 725 350 FC	15 025 394 995 890 FC	14 756 173 470 785 FC	14 756 173 470 785 FC
- DGRAD	3 178 803 840 318 FC	3 314 587 436 016 FC	3 460 114 923 018 FC	3 460 114 923 018 FC	4 225 900 565 638 FC	4 495 760 203 671 FC	4 821 541 226 345 FC
- Pétroliers	615 414 780 847 FC	624 146 699 215 FC	624 146 699 215 FC	624 146 699 215 FC	677 039 760 667 FC	689 024 315 952 FC	689 024 315 953 FC
6. Dette Publique, Frais financiers et Redevances minières	3 157 971 439 818 FC	3 179 367 393 584 FC	3 179 367 393 584 FC	3 947 048 729 371 FC	4 925 811 615 875 FC	4 926 455 472 273 FC	4 506 797 138 343 FC
- Dette Publique & Frais financiers	1 637 522 503 099 FC	1 667 024 921 991 FC	1 667 024 921 991 FC	2 434 706 257 778 FC	2 784 713 715 656 FC	2 785 357 572 054 FC	2 006 797 138 343 FC
- 50% Redevances minières	1 520 448 936 719 FC	1 512 342 471 593 FC	1 512 342 471 593 FC	1 512 342 471 593 FC	2 141 097 900 220 FC	2 141 097 900 220 FC	2 500 000 000 000 FC
7. Recettes Courantes après déduction Dette publique & Frais financiers	17 806 598 447 447 FC	18 881 829 092 188 FC	19 575 582 081 341 FC	18 857 900 745 554 FC	21 755 466 394 799 FC	22 001 185 949 570 FC	22 829 752 219 558 FC
- DGDA	4 055 445 963 480 FC	4 826 078 352 869 FC	5 146 303 855 019 FC	4 912 149 374 750 FC	5 824 704 783 261 FC	6 058 230 907 418 FC	6 400 877 965 371 FC
- DGI	12 023 223 633 887 FC	12 185 034 049 678 FC	12 413 034 049 678 FC	12 185 400 972 757 FC	14 097 157 090 671 FC	13 827 720 946 767 FC	14 087 241 091 337 FC
- DGRAD	1 112 514 069 233 FC	1 246 569 990 426 FC	1 392 097 477 428 FC	1 136 203 698 833 FC	1 156 564 760 199 FC	1 426 209 779 433 FC	1 652 608 846 897 FC
- Pétroliers	615 414 780 847 FC	624 146 699 215 FC	624 146 699 215 FC	624 146 699 215 FC	677 039 760 667 FC	689 024 315 952 FC	689 024 315 953 FC
8. Transfert (40%)	7 122 639 378 979 FC	7 552 731 636 875 FC	7 830 232 832 536 FC	7 543 160 298 222 FC	8 702 186 557 920 FC	8 800 474 379 828 FC	9 131 900 887 823 FC
- DGDA	1 622 178 385 392 FC	1 930 431 341 148 FC	2 058 521 542 008 FC	1 964 859 749 900 FC	2 329 881 913 304 FC	2 423 292 362 967 FC	2 560 351 186 148 FC
- DGI	4 809 289 453 555 FC	4 874 013 619 871 FC	4 965 213 619 871 FC	4 874 160 389 103 FC	5 638 862 836 268 FC	5 531 088 378 707 FC	5 634 896 436 535 FC
- DGRAD	445 005 627 693 FC	498 627 996 171 FC	556 838 990 971 FC	454 481 479 533 FC	462 625 904 080 FC	570 483 911 773 FC	661 043 538 759 FC
- Pétroliers	246 165 912 339 FC	249 658 679 686 FC	249 658 679 686 FC	249 658 679 686 FC	270 815 904 267 FC	275 609 726 381 FC	275 609 726 381 FC
9. Répartition Transfert Provinces	7 122 639 378 979 FC	7 552 731 636 875 FC	7 830 232 832 536 FC	7 543 160 298 222 FC	8 702 186 557 920 FC	8 800 474 379 828 FC	9 131 900 887 823 FC
- Rémunérations	3 452 825 641 748 FC	3 549 783 869 331 FC	3 549 783 869 331 FC	3 545 815 340 164 FC	4 090 027 682 222 FC	4 136 222 958 519 FC	4 291 993 417 277 FC
- Fonctionnement	738 321 975 634 FC	906 327 796 425 FC	906 327 796 425 FC	905 059 235 787 FC	1 044 262 386 950 FC	1 056 056 925 579 FC	1 095 828 106 539 FC
- Investissement	2 931 491 761 597 FC	3 096 619 971 119 FC	3 374 121 166 780 FC	3 092 285 722 271 FC	3 567 896 488 747 FC	3 608 194 495 730 FC	3 744 079 364 008 FC
11. Fonds de péréquation (10% Recettes courantes après déduction)	1 780 659 844 745 FC	1 888 182 909 219 FC	1 957 558 208 134 FC	1 885 540 074 555 FC	2 175 546 639 480 FC	2 200 118 594 957 FC	2 282 975 221 956 FC
- dont 50% pour la couverture des charges non transférées en provinces							
- et 50% pour le compte des provinces							
12. Reste à répartir (Pouvoir central)	8 903 299 223 724 FC	9 440 914 546 094 FC	9 787 791 040 670 FC	9 429 200 372 778 FC	10 877 733 197 400 FC	11 000 592 974 785 FC	11 414 876 109 779 FC